

Contexte, acteurs et outils

Pour la mise en œuvre locale des ODD au Canada

Rapport final du projet 2021/ 2024

Démarche transformationnelle d'intégration des objectifs de développement durable
dans les communautés locales



REMERCIEMENTS

Ce projet a été possible et ses résultats continueront de rayonner grâce à la participation active de nombreux partenaires et collaborateurs.

Piloté par



Financé par



Les opinions et interprétations exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles du gouvernement du Canada.

Partenaires opérateurs et scientifiques



Partenaires d'accueil



Animation d'ateliers

[Percolab](#)

[Coopérative Niska](#)

[En mode solutions](#)

Production vidéo et graphisme

[IMPAKT Scientifik](#)

Table des matières

L'Institut EDS et les ODD	4
Mot du responsable du projet	5
<hr/>	
La mise en oeuvre des ODD : Agir localement pour un impact global	8
À retenir	12
<hr/>	
Les ODD au Canada	13
Les ODD et la vision des peuples autochtones	15
Les ambitions du Canada pour les ODD et l'action locale	18
Les ODD dans les municipalités du Québec	21
À retenir	23
<hr/>	
Les démarches de développement durable et leurs outils	24
Le cas de Baie-Saint-Paul	28
Le cas de La Malbaie	30
Le cas de la Ville de Québec	31
Les outils de soutien aux démarches	32
À retenir	34
<hr/>	
La mobilisation multisectorielle autour des ODD	35
À retenir	38
<hr/>	
Conclusion	39
<hr/>	
Bibliographie	42
Équipe du projet	44
Direction Institut EDS	44
Experts mobilisés	45
<hr/>	
Annexes	46

L'Institut EDS et les ODD

L'Institut en environnement, développement et société (Institut EDS) agit depuis 2004 comme carrefour interdisciplinaire des enjeux de développement durable, mariant la recherche et la pratique, le milieu académique et les communautés. Il joue également un rôle majeur comme incubateur de projets scientifiques et de formations tout au long de la vie. Depuis 2016, l'Institut contribue activement à la diffusion scientifique et à la mobilisation du milieu académique et de tous les secteurs de la société autour des Objectifs de développement durable (ODD) en travaillant sur une approche multidisciplinaire et participative et, depuis 2019, les ODD constituent l'un des axes de développement de l'Institut. Ces engagements ont contribué grandement à la reconnaissance, en 2022, de l'Université Laval comme première université francophone au monde à l'égard des ODD par *The Times Higher Education Impact Rankings*.

Le projet «Démarche transformationnelle d'intégration des ODD dans les collectivités locales (DTI-ODD)» a représenté un véritable pilier pour consolider l'action de notre Institut autour des ODD, non seulement en déployant un de nos axes de développement, mais aussi en renforçant et tissant de nombreux partenariats et nous aidant à formuler des demandes de financement de recherche. Je tiens à remercier mon collègue Étienne Berthold pour son engagement comme chercheur responsable de ce projet ainsi que toute l'équipe de travail qui a collaboré dans les trois dernières années à faire de chacune des activités du projet une complète réussite.

Nous sommes particulièrement fiers d'un des principaux résultats du projet : la création du Réseau intersectoriel francophone pour les ODD (RésODD). Cette nouvelle structure de collaboration partenariale entre le milieu académique et les acteurs non académiques vise à relever les défis entourant l'appropriation, la mise à l'échelle et la déclinaison des ODD dans les différentes sphères de nos communautés. L'Institut, qui en assure le secrétariat, est une des trois organisations fondatrices avec le Centre interdisciplinaire de recherche en opérationnalisation du développement durable (CIRODD) et le consortium Accélérer 2030 pour le Québec. Nous remercions chaleureusement ces partenaires ainsi que les quelques 50 organisations académiques et non-académiques qui ont déjà contribué à ce processus en marche.

Je vous invite à prendre connaissance dans ce rapport des principales réalisations et résultats du projet DTI-ODD, ainsi que des réflexions et suggestions qui ont émergé et avec lesquelles nous souhaitons alimenter les échanges et les réflexions pour le futur.

Bonne lecture,

Stéphane Roche, ing., Ph.D.

Professeur titulaire de sciences géomatiques, Université Laval
Directeur Institut en environnement, développement et société (Institut EDS)



Mot du responsable du projet

Nous sommes heureux de vous présenter les résultats du projet « Démarche transformationnelle d'intégration des ODD dans les collectivités locales (DTIODD) » réalisé entre 2021 et 2024 grâce au programme de financement des ODD du gouvernement du Canada. Ce projet, piloté par l'IEDS et réalisé en collaboration avec de nombreux partenaires, a eu comme principal objectif de renforcer le rôle des collectivités locales (société civile et municipalités locales) dans l'appropriation, la planification, la mise en œuvre et le suivi des ODD. Pour le faire, nous avons mis en place une approche participative, visant à transcrire les enjeux locaux, y compris les savoirs autochtones, dans une perspective de transférabilité à l'échelle canadienne en vue de faire progresser le programme 2030 dans son ensemble.

Cette approche a permis d'orienter la prise de décisions et l'émergence d'initiatives structurantes pour transformer la réalité locale en vue d'atteindre les ODD. Pour sa réalisation, le projet s'est appuyé sur le réseau de partenariats interdisciplinaires et intersectoriels, tant canadien qu'international, développé par l'Institut EDS de l'Université Laval.

Le projet voulait répondre à un besoin central : aider les villes à relever le défi des ODD qui demande aux villes et aux collectivités locales d'adapter leurs outils de gouvernance. Selon UN Habitat, l'atteinte de 23 % des indicateurs mondiaux des ODD passe par des actions menées à l'échelle locale ou urbaine. Ainsi, les gouvernements et intervenants locaux jouent un rôle central pour identifier et déployer les initiatives locales les plus pertinentes pour atteindre les ODD. De plus, c'est précisément à l'échelle locale qu'il est possible d'identifier et de répondre aux besoins des personnes les plus vulnérables grâce à la proximité de la prise de décisions et à la désagrégation et géolocalisation des données, ce qui permet de « ne laisser personne de côté », comme le préconise le Programme 2030. Or, malgré le fait que de nombreuses villes canadiennes prennent déjà des mesures dans le sillage du Programme 2030, des facteurs tels que la complexité de la gestion quotidienne et la rareté des ressources empêchent de nombreuses municipalités locales de suivre cet exemple.

Le projet s'est structuré autour de trois volets complémentaires et interreliés. Le volet d'accompagnement local visant à développer, valider et diffuser une démarche pour concrétiser, dans les collectivités locales, des interventions innovantes pouvant toucher un ensemble d'ODD et accompagnées d'outils pour évaluer leurs impacts sur la réalité locale et leur contribution à la stratégie nationale pour le Programme 2030. La démarche ainsi développée a permis d'habiliter les administrations municipales et les organisations de la société civile pour mieux intervenir pour la mise en œuvre et le suivi des ODD, permettant de transcrire les enjeux locaux à l'aune des savoirs d'usage des citoyens et des citoyennes et des membres de l'administration des instances municipales.

Ce projet s'inscrivait dans le contexte de la province de Québec qui a adopté depuis 2006 la Loi sur le développement durable dont l'objectif principal est « d'instaurer un nouveau cadre de gestion au sein de l'Administration afin que l'exercice de ses pouvoirs et de ses responsabilités s'inscrive dans la recherche d'un développement durable ». Cette loi ne concerne pas, pour l'instant, les organismes municipaux, lesquels ont cependant adopté de nombreuses démarches de développement durable sur une base volontaire orientées vers la réalisation des principes de la Loi et autres cadres de référence comme l'Agenda 21. Cette adhésion volontaire présente des limites dans la mise en œuvre, tel que l'a soulevé le Vérificateur général du Québec dans son rapport de 2019¹. Il est donc pertinent de s'interroger à savoir si l'approche des ODD, orientés par un cadre d'indicateurs communs, permet d'accélérer la mise en œuvre des décisions prévues dans les démarches et planifications existantes. C'est à cette lacune dans les connaissances sur les conditions de mise en œuvre dans le contexte du Québec que ce volet voulait répondre.

1. Rapport du Vérificateur général du Québec à l'Assemblée nationale pour l'année 2019-2020. Rapport du commissaire au développement durable Mai 2019, Observations du commissaire au développement durable Limites de l'adoption volontaire d'une démarche de développement durable, https://www.vgq.qc.ca/fr/fr_publications/fr_rapport-annuel/fr_2019-2020-CDD-mai2019/fr_Rapport2019-2020-CDD-mai2019-Chap01.pdf

Ce volet a consisté à accompagner trois municipalités de taille différente, toutes situées dans la région de la Capitale-Nationale dans leur processus d'appropriation des ODD et leur prise en compte dans les outils de planification et de suivi : la Ville de Québec, la Ville de Baie-St-Paul et la Ville de La Malbaie. Les étapes d'appropriation et de planification ont été réalisées en appliquant des outils testés et validés par les deux instituts coopérateurs du projet : d'une part, la démarche intégrée de l'IEDS et, d'autre part, les outils d'intégration des ODD dans la planification locale issus de l'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD). La Ville de Québec, ayant adopté en 2021 sa stratégie de développement durable à partir d'une priorisation des cibles de ODD réalisée avec l'équipe de la Chaire en éco-conseil de l'Université de Chicoutimi, a généreusement partagé son expérience dans plusieurs événements du projet. La Ville de Baie-Saint-Paul, pionnière au Québec en matière de planification en développement durable avec ses trois plans d'action en développement durable inspirés de l'Agenda 21, a réalisé son quatrième plan d'action en développement durable (2024-2030) en s'appuyant sur le cadre des ODD. Quant à la Ville de La Malbaie, après avoir réalisé un exercice de priorisation des cibles des ODD, elle a formulé sa première planification stratégique et sa vision pour 2030.

Nous avons également établi un dialogue sur la pertinence et l'adéquation des ODD à la réalité des communautés autochtones grâce à une collaboration avec la Nation huronne-wendat. Le Bureau Nionwentsio de la Nation huronne-wendat a collaboré dans le projet en apportant une réflexion sur les enjeux liés à l'appropriation des ODD dans le cadre de la vision et le contexte de leur nation.

Ce volet a également permis de développer une méthode de cocréation d'indicateurs intégrateurs permettant de toucher à plusieurs ODD à la fois et combinant des données quantitatives et qualitatives. La compatibilité et la complémentarité de la méthode développée avec les outils utilisés dans d'autres provinces canadiennes ont été assurées grâce au dialogue permanent avec les partenaires du projet.

Le deuxième volet du projet, consacré au leadership universitaire pour les ODD, a consisté à mobiliser diverses expertises en matière d'approches, de pratiques et d'outils de mise en œuvre et de suivi des ODD développés par des universités canadiennes, des instituts de recherche et des organisations de la société civile autour de multiples partenariats. Ces collaborations ont permis d'assurer la complémentarité entre les outils testés et développés dans le cadre du projet et les outils existants et utilisés ailleurs au Canada et dans le monde. Ce volet a favorisé le renforcement des collaborations entre chercheurs canadiens et entre ceux-ci et les différents secteurs concernés. Ce volet répondait également au besoin de renforcer la mobilisation des acteurs et des connaissances des minorités francophones autour des ODD au Canada. Malgré la force de la richesse des connaissances des chercheurs et universitaires francophones pouvant contribuer aux solutions pour atteindre les ODD et l'expertise développée par les organisations de la francophonie internationale, force est de constater que la grande partie de la production scientifique, ainsi que le matériel et les outils de promotion et de diffusion des ODD qui circulent au Canada sont en langue anglaise.

Pour répondre à ce besoin, ce projet a œuvré à produire, traduire et diffuser des connaissances issues du monde francophone. Il a contribué aussi à renforcer la présence des universitaires francophones lors des événements coorganisés avec des partenaires d'autres universités et secteurs impliqués dans la mise en œuvre des ODD. C'est le cas notamment le réseau académique international *Sustainable development solutions network* dont l'Université Laval fait partie depuis 2012 ainsi que son antenne canadienne SDSN Canada, principal organisateur des événements pancanadiens « *Together-Ensemble* ». Les échanges ont eu lieu également lors des colloques organisés dans les conférences annuelles de l'association francophone pour le Savoir, ACFAS.

Finalement, afin d'assurer une contribution des universitaires à l'amélioration continue et à l'accompagnement futur de la mise en œuvre de la Stratégie nationale du Programme 2030, ce projet a donné naissance au Réseau intersectoriel francophone pour les ODD : le RésODD. La vision, mission et structure de gouvernance du RésODD ont été définies en concertation avec les partenaires. Le RésODD permettra de concrétiser les partenariats entre les universités canadiennes et une diversité de partenaires du milieu dans le but de promouvoir la formation, la recherche et le transfert de connaissances dans ce domaine.

Le troisième volet, consacré à l'appropriation et à la formation, a permis la réalisation de formations sur l'intégration des ODD dans la gouvernance locale afin d'améliorer et diffuser les connaissances sur les ODD. Ces formations tiennent compte des connaissances et des pratiques identifiées et analysées dans les volets 1 et 2 pour répondre aux besoins des administrations publiques, des citoyens et des professionnels et sont maintenant disponibles gratuitement grâce au RésODD.

Grâce à l'expérience des villes d'accueil, aux échanges avec d'autres villes et localités, à l'implication des responsables du gouvernement provincial et aux études des chercheurs mobilisés dans le projet, il a été possible de mieux comprendre la réalité et les défis de la mise en œuvre des objectifs de développement durable dans les localités du Québec. Tout au long du projet, des événements réalisés avec des partenaires académiques, gouvernementaux et de la société civile sont venus enrichir et dynamiser les réflexions, favoriser le partage des outils et des expériences et renforcer les maillages et les collaborations pour aboutir à la création du RésODD. Je tiens à remercier tous les participants et les organisations partenaires du projet, notamment l'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD) qui ont réalisé les ateliers de priorisation des ODD et rendu disponibles tous leurs expertises et les outils qui sont disponibles maintenant par l'intermédiaire du RésODD, tant en français qu'en anglais ; le Centre interdisciplinaire de recherche sur l'opérationnalisation du développement durable (CIRODD), organisateur de l'école d'été en transformations sociétale et coorganisateur de nombreux événements dans le cadre du projet ; l'Université du Québec à Chicoutimi, dont l'expertise a alimenté le processus de création des outils de priorisation des ODD ; SDSN Canada, qui a facilité la participation du projet dans les événements pancanadiens « *Together-Ensemble* » ; le Bureau du Nioinwentsio de la Nation huronne-wendat, pour le partage de leurs réflexions, ainsi que les villes qui nous ont généreusement ouvert leurs portes pour accueillir le projet.

Nous présentons ici l'approche utilisée ainsi que les principales leçons apprises en espérant que, malgré les différences dans le contexte des autres provinces et localités canadiennes, ces éléments puissent servir à la compréhension des enjeux et contribuer à la réflexion et à la mise en action de leurs propres démarches.

Bonne lecture !

Étienne Berthold, Ph. D (Études urbaines)

Professeur agrégé, Département de géographie

Directeur du baccalauréat en développement durable du territoire

Université Laval



La mise en oeuvre des ODD : Agir localement pour un impact global

À retenir

12

La mise en oeuvre des ODD : agir localement pour un impact global

Les Objectifs de développement durable constituent un programme d'action adopté en 2015 par l'ensemble des pays membres des Nations unies. Ils expriment une vision consensuelle d'une société globale qui répond aux besoins essentiels de tous les humains sur Terre tout en respectant les limites planétaires et les droits des générations futures. Cette vision se traduit par 17 objectifs regroupés autour de 5 dimensions nommées les « 5 P » : population, planète, prospérité, paix et partenariats et accompagnés de cibles que chaque État s'est engagé à réaliser à travers des politiques et des actions nationales.

Ces objectifs sont le résultat de négociations internationales qui se sont déroulées entre 2012 et 2015 suivant une approche participative et novatrice permettant l'intervention de nombreux secteurs et acteurs de toutes les régions du monde, en s'appuyant sur les données scientifiques les plus récentes. Ce processus, qualifié de disruptif dans la dynamique conventionnelle des négociations de l'ONU, a demandé des efforts soutenus dans la recherche, la mobilisation et la négociation visant à tenir compte des énormes défis auxquels l'humanité est confrontée, comme le manifestent des actrices centrales au processus.

Le mot « anthropocène » en lui-même devrait être un appel à l'action, les objectifs de développement durable étant un outil essentiel. Ils ne sont pas une solution miracle, mais ils fournissent une lentille à travers laquelle chacun, quel que soit son niveau de vie, peut mieux comprendre la complexité du développement et l'immensité et la profondeur des interrelations et des tendances. Ce qui nous a poussés à persévérer dans notre proposition, c'est le sentiment que, sans un cadre comme celui des ODD, le monde se-rait plus sombre et plus obscur. (Caballero & Londoño, 2022 p. 4) ².

Allant de l'économie aux services sociaux, et de la santé humaine à celle des écosystèmes, la réalisation de ces objectifs dépend de la coopération active de tous les acteurs et secteurs de la société, de tous les paliers d'in-

tervention publique. L'approche adoptée dans le cadre de ce programme vise à atteindre des résultats concrets, qui se traduisent par des cibles fixées pour chaque objectif et des indicateurs de suivi à l'échelle globale. Elle rappelle l'importance d'interroger les données de manière minutieuse pour s'assurer de tenir compte des personnes les plus vulnérables et de prioriser la réponse aux besoins essentiels des secteurs moins favorisés ou marginalisés, comme le rappelle le principe phare de « **ne laisser personne derrière** ».

Depuis 2015, les ODD ont été adoptés comme référentiel commun par les institutions internationales et plusieurs organisations publiques et privées au Canada et à l'international, pour planifier leurs actions en développement durable. Le principe d'**universalité** de ce programme se traduit par la conviction, maintenant acquise, que les défis pour réaliser un modèle de développement viable concernent l'ensemble des pays et des acteurs de notre planète.

L'utilisation des 17 ODD comme référentiel commun permet de circonscrire plus clairement les champs d'intervention visés par le développement durable en vue d'une meilleure harmonisation des dimensions sociale, économique et environnementale, et ce dans le cadre d'une gouvernance saine et d'une approche de collaboration entre tous les pays et tous les acteurs. C'est le principe d'**intégralité** du programme qui nous rappelle l'interrelation entre tous les objectifs et acteurs et la nécessaire coopération entre ces derniers pour atteindre les objectifs.

En 2020 l'ONU avait lancé la décennie d'action en vue de déployer une mobilisation intensive pour accélérer le pas vers l'atteinte des ODD. Or, cette même année, la pandémie de COVID-19 est venue ralentir le processus et a été suivie par l'invasion de l'Ukraine et le conflit dans la bande de Gaza. Arrivés à mi-parcours de l'échéance du programme, nous avons constaté sans surprise en 2023 que, plutôt que de s'améliorer, l'état de l'ensemble des objectifs s'est largement détérioré depuis leur adoption (ONU, 2023).

2. The word "Anthropocene" in itself should be a call to action with the SDG as a vital tool. They are no silver bullet, but they do provide a lens through which everyone of all walks of life can better understand the complexity of development and the immensity and depth of the interlinkages and trends. Something that drove us to persevere with our proposal was the sense that, without a framework like that of SDG, the world would be a darker, more obtuse place. (Caballero & Londoño, 2022 p. 4) Traduit avec DeepL.com version gratuite.

Toutefois, les milliers d'initiatives transformatrices menées partout dans le monde en vue de construire des sociétés plus justes, équitables et responsables envers l'environnement ne se sont pas arrêtées pour autant. Les millions de personnes qui se sont mobilisées pour apporter leur contribution dans la définition et les négociations du Programme 2030, et de nombreux autres qui y ont adhéré depuis, sont encore en action et continuent à se mobiliser pour essayer de le réaliser. Aussi, en plus des actions qui se réclament explicitement des ODD, il y a également toutes les initiatives individuelles et collectives pour des sociétés plus équitables et écoresponsables qui y contribuent également, sans être nécessairement associées aux ODD.

D'ailleurs, on sait depuis longtemps que la réalisation d'un monde durable requiert la mobilisation de tous les acteurs. Les ODD constituent donc un tableau de bord permettant de mieux structurer l'ensemble de ces actions pour favoriser les synergies et avoir des impacts plus significatifs. Ainsi, si la réalisation des ODD, telle que formulée en 2015, semble inatteignable en 2030, l'invitation consiste à faire en sorte que, d'ici là, on puisse s'en servir pour construire une compréhension plus consensuelle des enjeux et pour adapter nos structures de prise de décision afin d'avancer dans la direction souhaitée.

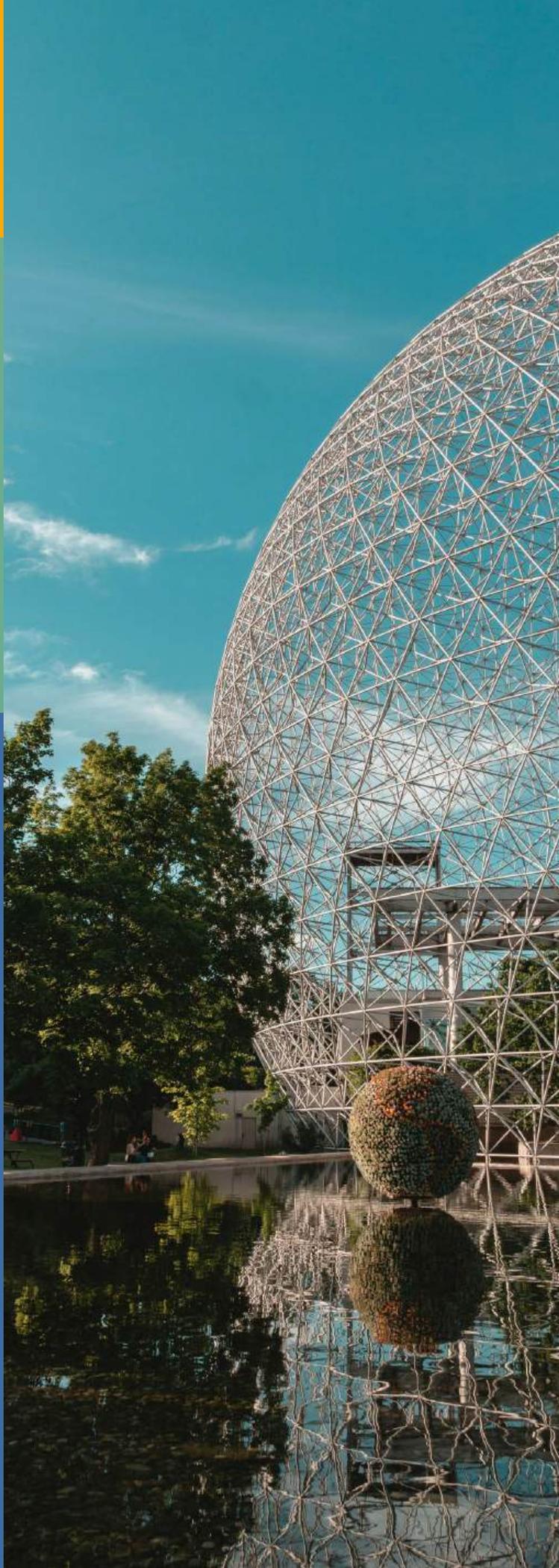
Une utilisation continue et rigoureuse des ODD comme cadre de référence pourrait entre autres favoriser le partage des informations et une meilleure complémentarité dans la collecte de données réalisée par les différents paliers de gouvernement (municipal, provincial et fédéral). Ce partage permettrait de se doter de portraits cohérents et faciliterait le suivi des impacts des actions.

Cette utilisation pourrait également contribuer à adopter des processus de prise de décision qui s'appuierait davantage sur des plans intersectoriels et à long terme, harmonisés entre paliers de décision. Ceci permettrait d'assurer la continuité des interventions sur des périodes suffisamment longues pour pouvoir modifier les tendances comme les émissions de GES et la perte et détérioration des écosystèmes. Pour le faire, il serait nécessaire de rendre cohérentes et complémentaires les

cibles et les indicateurs, mais aussi les actions qui les accompagnent, et ce du local au global. Les ODD constituent ainsi une opportunité unique de renforcer la gouvernance multiniveau et d'aligner des priorités du bas vers le haut dans des domaines comme le changement climatique, l'inclusion sociale, la santé, l'éducation, les transports, les infrastructures et la mobilité durable, l'énergie et le développement des entreprises.

Troisièmement, cette harmonisation entre paliers implique de reconnaître que les villes et régions du monde entier doivent jouer un rôle crucial. En effet, l'OCDE a identifié que plus d'une centaine de cibles parmi les 169 identifiées pour les 17 ODD ne pourront être réalisées qu'avec un engagement et une coordination adéquate qui implique les gouvernements régionaux et locaux. En effet, non seulement les villes ont d'importantes responsabilités pour fournir des services essentiels comme le logement, le transport, les infrastructures, l'eau potable, l'énergie, etc., mais elles gèrent une partie importante des investissements publics. Cette approche territorialisée des ODD tient compte des défis spécifiques et distincts de villes selon leur contexte et reconnaît leur capacité à générer des solutions adaptées aux spécificités et aux capacités des territoires (OCDE, 2020).

Cette approche territorialisée des ODD offre un cadre analytique au projet de *Démarche transformationnelle d'intégration des ODD dans les collectivités locales* (DTI-ODD) et vient compléter l'approche de départ : la Démarche EDS (Diaz & Potvin, 2020). Cette Démarche consiste à transcrire les enjeux locaux en termes d'objectifs, de cibles et d'indicateurs pouvant être reliés aux 17 ODD. La Démarche a été réalisée dans les trois localités accompagnées grâce à des exercices de priorisation des cibles des ODD, effectués à l'aide de la Grille de priorisation des cibles des ODD et de la méthodologie développée par l'Institut de la Francophonie pour le développement durable et la Chaire en écoconseil de l'Université du Québec à Chicoutimi, suivi de processus de mobilisation et d'ateliers d'idéation. Les résultats de ces trois démarches se sont traduits, dans chaque localité, par des instruments de planification différents qui seront présentés plus loin dans ce rapport.



Les initiatives accompagnées dans le cadre de ce projet s'ajoutent à d'autres cas de contextualisation locale des ODD ou de « localisation » des ODD documentés au Canada (Adil Rauf & al., 2024). Ce bassin d'expériences s'inscrit à son tour dans un contexte mondial d'exploration d'approches de gouvernance permettant de mieux outiller les collectivités locales pour répondre au défi des ODD. Ces expériences de traduction locale des enjeux globaux en suivant la trame des ODD génèrent des dynamiques de bas vers le haut offrant l'opportunité d'enclencher des processus de gouvernance multiniveau, comme envisagé par l'approche de la territorialisation des ODD.

À partir des résultats de notre projet, nous souhaitons contribuer à la compréhension du contexte pour la mise en place d'une dynamique de territorialisation des ODD au Canada. Nous présenterons, dans les chapitres suivants, les principales approches adoptées par chaque palier de décision pour l'intégration des ODD. Une section spéciale est consacrée à la vision qui nous a été partagée par la Nation huronne-wendat et nous rappelle l'importance de tenir compte de la vision des Premières Nations et des Inuits dans la réflexion sur la mise en œuvre locale des ODD. Nous présenterons également une description sommaire de la mobilisation des différents acteurs impliqués dans le projet et finalement nous décrirons les principaux résultats des démarches de chacune des localités accompagnées.



À retenir

- Les ODD sont le **résultat d'une mobilisation** de millions de personnes et d'organisations de toutes les régions du monde et ils ne peuvent se réaliser que par des **actions concrètes et cohérentes** de tous les acteurs de la société à tous les paliers d'intervention.
- **L'action des villes et des localités** se trouve au cœur de la réalisation des ODD. Afin de leur permettre de jouer ce rôle central, il est important de **développer une approche territorialisée** pour la mise en œuvre des ODD.
- Cette approche implique la **formulation d'objectifs, cibles et indicateurs pertinents** par rapport aux actions, adaptés aux contextes nationaux et locaux, **fondés sur un cadre commun et cohérent** entre les différents paliers d'intervention pour assurer l'efficacité et l'impact des actions.
- Selon l'approche territorialisée des ODD, la **convergence des décisions** des multiples paliers et acteurs serait favorisée lorsque celles-ci sont **structurées autour des ODD**. L'alignement des objectifs, cibles et indicateurs entre acteurs et paliers de décision découle d'arrangements propres à une gouvernance multiniveau.

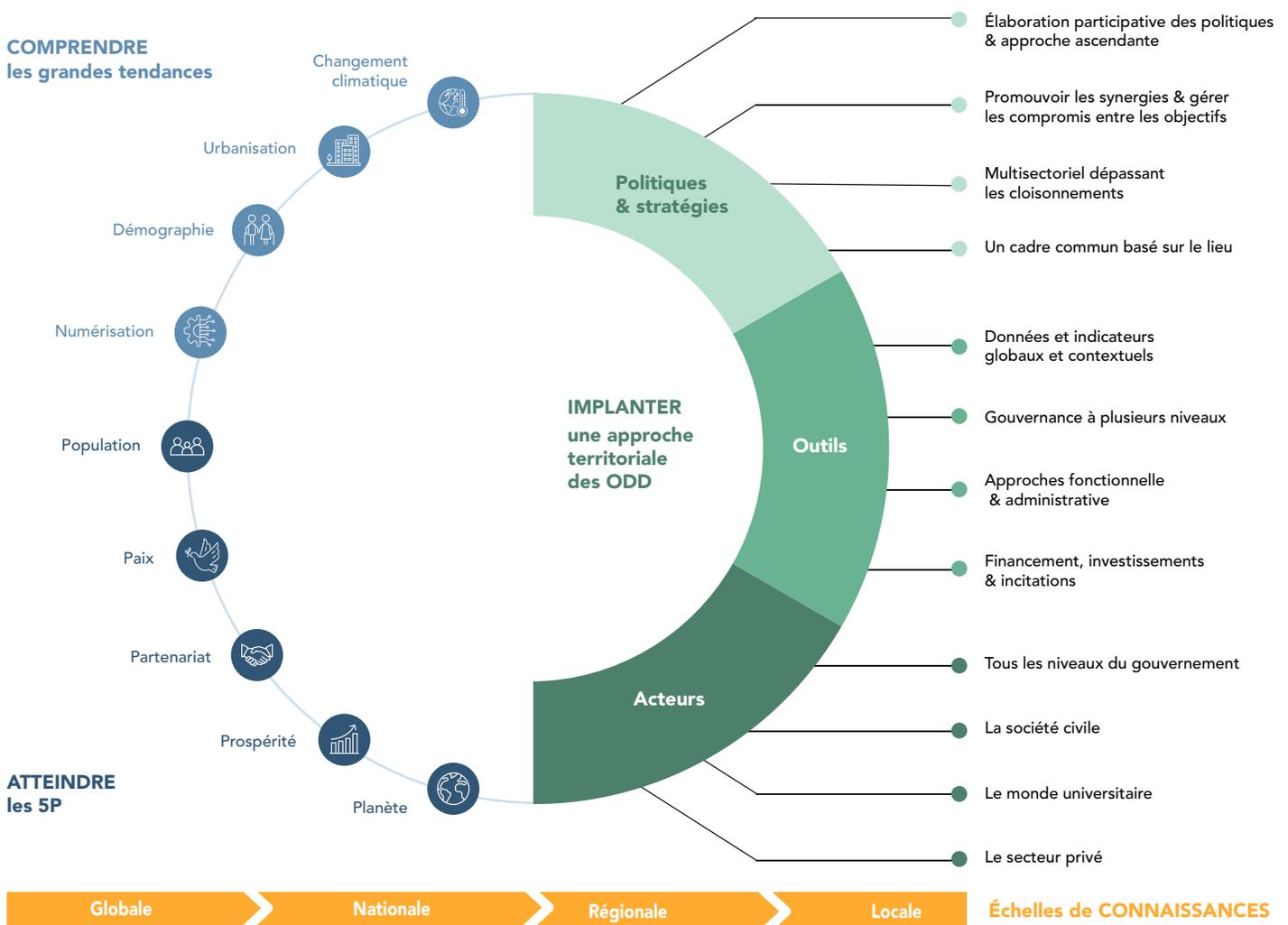
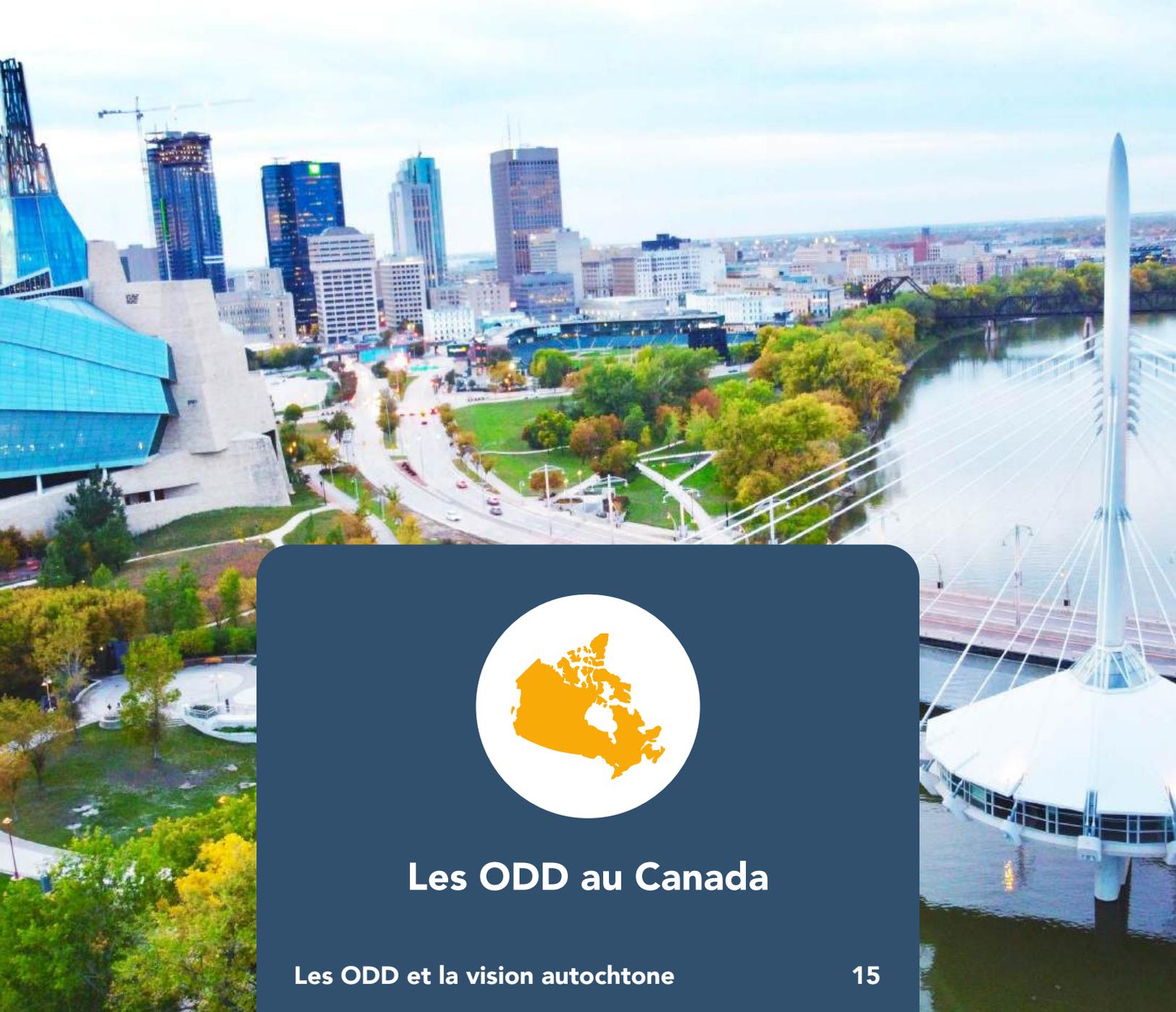


Figure 1. Traduit de OCDE, 2020, Figure. 1 A Territorial Approach to the Sustainable Development Goals: Synthesis report



Les ODD au Canada

Les ODD et la vision autochtone	15
Les ambitions du Canada pour les ODD et l'action locale	18
Les ODD dans les municipalités du Québec	21
À retenir	23

Les ODD au Canada

Après l'adoption des ODD à l'ONU en septembre 2015, le gouvernement du Canada a mis en place une stratégie nationale et un plan de mise en œuvre pour le Programme 2030, dirigés par le ministère de l'Emploi et du développement social du Canada. Le Plan de mise en œuvre fédéral vise à faire progresser la Stratégie nationale par les moyens suivants :

Les rôles et responsabilités des ministères et organismes fédéraux. L'architecture fédérale de la planification du développement durable est passée de 27 à plus de 95 organismes fédéraux tenus de contribuer à la Stratégie fédérale de développement durable (Gouvernement du Canada, 2020). La SFDD 2022-2026 (Gouvernement du Canada, 2022), pilotée par le ministère de l'Environnement et du Changement climatique, concerne la dimension environnementale du programme 2030.

Des rapports annuels permettent de suivre les progrès des ODD au Canada. Ces rapports peuvent prendre la forme d'un Examen national volontaire présenté au Forum politique de haut niveau chargé de réaliser le suivi à l'international comme ça a été le cas en 2023.

Un programme de financement des objectifs de développement durable permet de soutenir le travail des partenaires. De nombreux acteurs de la société civile sont ainsi mobilisés pour déployer des stratégies et actions complémentaires.

Statistique Canada fournit les données pour la formulation d'un Cadre d'indicateurs canadien (CIC) qui a été lancé en 2019, et dont des améliorations ont été apportées en 2021.

Ce cadre comporte 31 « ambitions canadiennes », qui constituent une adaptation des ODD au contexte national, et 76 indicateurs servant à surveiller et à mesurer les progrès du Canada vers l'atteinte des 17 ODD. Les données canadiennes sont accessibles au public à partir de deux plateformes de données interactives : le [carrefour de données relatives au CIC](#) et le [carrefour de données liées au Cadre mondial d'indicateurs](#). Les données désagrégées qui y sont fournies brossent un tableau plus complet des disparités vécues par les populations marginalisées ou vulnérables, ce qui peut aider à orienter les efforts afin de s'assurer que personne n'est laissé de côté. Dans le but d'améliorer les rapports du Canada fondés sur le CIC, Statistique Canada a incorporé une nouvelle « mesure des progrès » à son carrefour de données en 2023.

Selon le rapport annuel 2023 du Sustainable development solutions network, le Canada s'est classé au 26^e rang à l'échelle mondiale et des progrès sont toujours à faire notamment par rapport aux ODD 2, 12, 13 et 15 (SDSN, 2023). Il est à noter que, si les indicateurs utilisés par SDSN ne sont pas identiques à ceux que le Canada a fixés dans son CIC, plusieurs d'entre eux sont quand même comparables.

Avec les rapports produits par le gouvernement du Canada et les rapports internationaux indépendants, les Canadiens disposent de deux outils robustes et complémentaires pour le suivi de l'état des ODD à l'échelle nationale.

OVERALL PERFORMANCE



SDG DASHBOARDS AND TRENDS



■ Major challenges ■ Significant challenges ■ Challenges remain ■ SDG achieved ■ Information unavailable
↓ Decreasing → Stagnating ↗ Moderately improving ↑ On track or maintaining SDG achievement ● Information unavailable

Note: The full title of each SDG is available here: <https://sustainabledevelopment.un.org/topics/sustainabledevelopmentgoals>

Figure 2. Résultats du classement du Canada dans le rapport de développement durable 2023 <https://dashboards.sdginde.org/profiles/canada>

Les ODD et la vision des peuples autochtones

La réalisation de la Stratégie nationale du Canada pour le Programme 2030 repose sur le respect des droits des Premières Nations, des Inuits et des Métis. En effet, si le Canada réussit bien dans de nombreux classements internationaux qui évaluent les moyennes de la qualité de l'éducation, des résultats pour la santé et de la qualité de vie en général, un examen des données sous-nationales et communautaires disponibles pour le Canada montre que ces résultats ne sont pas uniformes sur le plan démographique (McArthur & al., 2017). Les collectivités éloignées du Canada, dont plusieurs abritent une population majoritairement autochtone, manquent souvent de services essentiels de qualité, ayant une incidence sur leur qualité de vie (Gouvernement du Canada, 2011). C'est pourquoi, le principe de « ne laisser personne derrière » et de prendre des mesures en faveur de l'équité doit être au premier plan de toutes les discussions sur les ODD.

Le processus de vérité et réconciliation est au cœur des préoccupations de la Stratégie nationale du Canada et de nombreux acteurs et organisations mobilisés autour des ODD. Ces organisations ont mis au centre de la réflexion le fardeau historique des autorités gouvernementales canadiennes par rapport à la privation des droits des peuples autochtones et elles ont soulevé l'importance de s'engager dans un processus de décolonisation des institutions en respectant et en appuyant la mise en œuvre de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA) par les peuples autochtones (WGSJ, 2018, p.27).

Dans le cadre du projet DTI-ODD, un partenariat avec le bureau Niowentsio de la Nation huronne-wendat nous a permis de réaliser des échanges pour répondre à la question : comment impliquer les nations autochtones, et intégrer leur vision dans l'application du cadre des ODD au Canada et au Québec ?

Rappelons d'abord que la Nation huronne-wendat forme un gouvernement à part entière qui est représenté par le Conseil. Leurs vis-à-vis pour traiter des sujets de gouvernance sont les gouvernements provinciaux et fédéraux dans la perspective de relations de nation à nation. Pour ce projet, nous avons collaboré avec le bureau du Nionwentsio dont le mandat concerne la protection du territoire, de son intégrité et des droits de la Nation en lien avec ce territoire, y compris les territoires non cédés. Ce mandat est exercé, entre autres, par la participation à des comités multisectoriels, la réalisation de consultation, la recherche sur les écosystèmes et sur le patrimoine naturel et culturel et la gestion des activités traditionnelles sur le territoire.



En 2021 le gouvernement du Québec a créé l'Aire protégée d'utilisation durable (APUD) Ya'nienhonhndeh, dans le territoire du Nionwentsio. Le bureau a créé une nouvelle équipe afin d'établir une vision du concept « d'utilisation durable » par l'entremise de consultations des membres de la Nation autour de cette notion, déjà au cœur de l'identité wendat à travers la protection du patrimoine matériel et culturel. C'est dans ce contexte que s'est déroulée l'entente avec le projet DTI-ODD afin d'explorer la pertinence d'utiliser le cadre des ODD pour la réalisation de ces consultations.

Le premier constat qui émerge de cette réflexion est celui de l'absence de la dimension culturelle dans le cadre des ODD. En effet, mise à part une cible concernant de protection du patrimoine culturel et naturel (11,4) la formulation des objectifs et des cibles ne facilite pas l'accueil de visions et de langages issus de cultures différentes. De plus, les termes « développement » et « durabilité » ne trouvent pas d'équivalents dans les langues ni dans les visions des peuples autochtones. Toutefois, des réflexions pour formuler une vision autour de ce concept sont en cours dans la Nation huronne-wendat.

Pour l'instant, au sein du Conseil, il n'existe pas une vision structurée et structurante du développement durable qui soit régie par des politiques, des règlements, de démarches ou des lois. Cependant, la Nation ne ferme pas la porte à développer ses propres stratégies et pratiques de développement durable à long terme, autant pour Wendake que dans le Nionwentsio. En effet, la Nation souhaiterait éventuellement développer de nouvelles stratégies pour favoriser une systématisation de ses pratiques de développement durable du territoire, notamment à travers son approche d'intendance du territoire.

Toutefois, même s'il y avait une vision consolidée et adoptée par le Conseil, elle devrait s'inscrire dans une conception élargie du rapport à la territorialité que les Wendat entretiennent, soit un lien unissant à la fois le patrimoine culturel, la spiritualité, la préservation du territoire ou encore l'identité. Le territoire et toutes ses implications, allant des impacts des changements climatiques aux notions de santé multiple (physique, holistique et spirituelle), est en effet le point d'ancrage à partir duquel il est possible de concevoir un futur viable et une population en santé et épanouie. Pour mieux comprendre cette vision, il faut donc se pencher sur la conception du territoire.

Le territoire. Dans un premier temps, le territoire est un lieu d'émanation, où les êtres humains sont mis au monde avec une responsabilité et des obligations envers le territoire ainsi qu'envers les êtres vivants qui le peuplent. Dans l'essence, le territoire donne la vie et fournit des ressources pour se nourrir, s'abriter, se développer en santé (socialement, spirituellement et physiquement) et se protéger. En retour, son peuple

le remercie et le protège en y pratiquant une saine gestion de ses ressources. De ce concept découlent les dimensions suivantes au travers desquelles cette saine gestion est pratiquée.

Dimension spirituelle et implication sur la gestion du territoire. La dimension spirituelle est vitale dans la relation au territoire. Cette dimension se traduit en cultivant la gratitude envers ce dernier. Gratitude d'avoir un territoire et de pouvoir l'utiliser pour vivre, ainsi que de pouvoir contribuer à sa saine gestion et donc de pouvoir exercer sa responsabilité. Ces notions sont en opposition au système et à la réalité actuelle de la gestion du territoire qui impose une structuration et des systèmes très complexes pour le gouverner.

La différence entre la signification de la saine gestion et celle du concept de gouvernance peut sembler fine, mais elle est fondamentale pour comprendre et influencer les comportements vis-à-vis du concept de durabilité. En effet, gouverner fait référence à l'exercice d'un pouvoir politique tant sur autrui que sur quelque chose. Alors que la saine gestion prône l'usage durable et la responsabilité de protection, ce qui tend vers la philosophie contraire d'exemption de pouvoir. La dimension spirituelle peut donc être considérée comme un pilier de la mise en action ou l'application des concepts de responsabilité et de durabilité sur le territoire.

La dimension d'identité et son implication sur la notion de santé et de durabilité. La dimension d'identité et de patrimoine culturel constitue un autre pilier sur lequel le concept de durabilité doit être bâti. Le droit à l'identité en particulier est une notion forte à retenir et sur laquelle repose la santé globale (particulièrement mentale) et donc la vision d'un futur supportable et viable. Ces notions sont encore une fois intrinsèquement reliées au territoire et au bien-être du peuple et des habitants qui l'occupent, ainsi qu'à la dimension spirituelle. Les déclarations ci-dessous en font état :



« Pourquoi même si les besoins primaires sont répondus, de nombreux problèmes de santé mentale émergent »



« À chaque fois qu'un geste, incohérent, est posé sur le territoire, cela altère notre capacité à préserver notre identité »



« La notion de conservation et d'usage durable du territoire et de ses ressources permet de se doter du droit à préserver mon identité maintenant et pour les générations futures ».

La santé globale se définit par la santé physique, mentale, psychologique et spirituelle. Or la capacité d'utiliser son territoire durablement et selon les usages coutumiers est reliée à toutes ces dimensions de la santé globale de par, 1) l'exercice physique des usages coutumiers, et l'accès à des ressources saines et non polluées 2) la santé psychologique et mentale, en ayant accès à son territoire, son patrimoine et son identité, 3) et la santé spirituelle en exerçant sa responsabilité de saine gestion, protection et gratitude envers le territoire.

Philosophie de durabilité et nouvelle vision du cadre des ODD

Ainsi, les aspects définissant la durabilité au sein de la vision wendat sont interreliés à travers la notion de territoire. Ils sont connectés et presque indissociables, allant même jusqu'à se chevaucher à travers une vision non hiérarchisée. La philosophie de la durabilité reste encore à définir, mais il est aussi important de noter qu'un changement de vocable est préconisé. Le vocable « usage durable » utilisé plutôt que « développement durable » serait porteur de plus grand sens dans les discussions des membres de la Nation sur ce sujet. On peut d'ailleurs s'interroger sur la pertinence de considérer les actions de conservation et de protection du territoire comme du « développement ».

Cette vision s'oppose au cadre des ODD, considéré très ou trop contraignant pour l'état d'avancement de la réflexion de la nation. Il serait plus facile d'intégrer les ODD s'ils étaient déclinés à partir de cette vision de territoire et de patrimoine culturel et spirituel, ainsi que de la notion de responsabilité et pourraient ainsi se mettre à leur service.

Les ODD ont été conçus avec la volonté de les rendre holistiques et adaptables à chaque contexte local. Ils sont disponibles à toutes communautés pour en faire sa propre déclinaison. Toutefois, ce cadre de 17 objectifs est perçu comme un ensemble de cases non adaptées et sans l'espace, ou le découpage nécessaire, pour correspondre au fonctionnement intrinsèque de la Nation pour son appropriation. Un sentiment de colonisation des processus et d'assimilation peut ainsi être ressenti dans l'utilisation du cadre tel que défini aujourd'hui. La plupart des concepts discutés plus hauts, tel que celui du droit à l'identité à travers son territoire, ses usages coutumiers, la protection de la langue qui porte des savoirs inestimables, etc., sont peu visibles, voir invisibles dans le cadre brut et il est donc difficile de se les approprier. Il faudrait redéfinir ou ajouter une dimension à la notion de durabilité reliée à la quête

de sens, au droit d'exister et de protéger ses marqueurs identitaires fortement rattachés au territoire.

En conclusion, nous pouvons retenir que, pour une éventuelle utilisation du cadre des ODD dans de futures consultations avec la Nation, ce cadre devrait être recentré sur les objectifs wendat : l'exercice de sa responsabilité, de la saine gestion et de la protection du territoire, de son patrimoine et du droit à l'identité, le tout à partir de la reconnaissance de la nation comme porteuse de savoir.

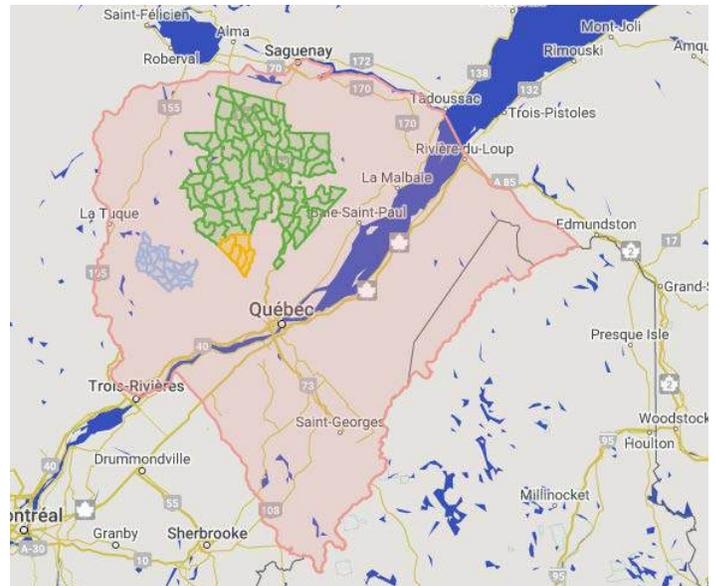


Figure 3. Carte du territoire de Nionwentsio, Site du Conseil de la Nation huronne-wendat <https://wendake.ca/cnhw/nionwentsio/a-propos/carte-du-nionwentsio/>

Les ambitions du Canada pour les ODD et l'action locale

Les 31 ambitions identifiées pour le Canada et leurs 76 cibles définis dans le Cadre d'indicateurs canadien (CIC) ont une portée nationale. Par conséquent, la reddition de comptes prévue par la Stratégie nationale concerne exclusivement les ministères et organismes fédéraux. Toutefois, la pleine réalisation de ces ambitions et de ces cibles fait appel à des actions qui relèvent de tous les paliers de décision et de tous les acteurs de la société.

C'est d'ailleurs dans les communautés locales que vont se faire sentir les résultats de l'atteinte de ces ambitions ou de l'échec de la démarche. De plus, les autorités locales sont directement interpellées par les citoyen.nes pour répondre aux enjeux identifiés dans une bonne partie des ambitions définies par la stratégie canadienne et son cadre d'indicateurs. En examinant le CIC nous pouvons constater que plusieurs ambitions ne peuvent être réalisées que par des actions concertées entre tous les paliers de décision, ayant au cœur les communautés et les autorités locales. Il s'agit notamment des ambitions reliées à l'ODD 11 (accès au logement et au transport en commun, qualité de l'air, production de matières résiduelles), mais aussi celles qui concernent plusieurs compétences des villes et des collectivités locales (ODD 6, qualité et consommation d'eau ; ODD 7, consommation d'énergie ; ODD 12, électrification du transport et gestion de matières résiduelles et ODD 13, action climatique) (Voir tableau 1).

Le Canada a donc priorisé des actions qui demandent une mobilisation locale importante et les citoyen.nes expriment de plus en plus d'attentes envers les autorités locales pour y répondre. Cela dit, force est de constater que la capacité d'action des administrations locales au Canada est plus limitée que dans d'autres pays de l'OCDE. En effet, selon une étude sur la gouvernance multiniveau et les politiques

publiques au sein des municipalités au Canada, les dépenses des administrations locales représentaient en 2013 4,1 % du PIB canadien, alors qu'en 2009, la moyenne pour les vingt-neuf pays membres de l'OCDE s'établissait à 12,2 % (Young, 2013). Cette situation nécessite de faire appel à une coordination accrue entre paliers pour assurer l'efficacité des programmes et des impacts concrets des investissements visant les communautés locales.

Du côté des villes et des communautés locales du Canada, les processus de localisation des ODD sont de plusieurs types. Les villes de Kelowna et de Winnipeg, suivant l'exemple de centaines de villes à travers le monde, ont réalisé des Examens locaux volontaires (ELV). D'autres villes, notamment au Québec, ont intégré les ODD dans leurs processus de planification du développement durable. Peterborough a opté pour une stratégie de développement régional et la ville de Toronto, par un rapport ESG. Des efforts importants de localisation des indicateurs globaux ont été réalisés non seulement par les villes, mais par des organisations de la société civile, dont notamment les Fondations Communautaires du Canada à l'aide de l'outil [Suivi de progrès](#). Ces efforts de localisation ne font pas explicitement référence aux indicateurs canadiens, mais s'appuient sur les données qui pourraient contribuer au suivi national.

Le Cadre d'indicateurs canadien, et notamment les ambitions et indicateurs identifiés pour l'ODD 11, pourrait devenir une référence pour structurer des programmes de coordination dans une perspective de gouvernance multiniveau, favorisant une approche territorialisée des ODD du national au local. Une appropriation plus large de ces ambitions permettrait aussi d'encourager les échanges et les réflexions entre tous les acteurs et paliers de décision pour bonifier les ambitions, compléter les données et coordonner les actions.



Ambition	Cibles	Indicateurs
	<p>Les Canadiens ont accès à l'eau potable et l'utilisent de façon durable</p>	<p>Nombre d'avis concernant la qualité de l'eau potable à long terme visant les systèmes d'aqueduc publics dans les réserves</p> <p>Pourcentage des municipalités au Canada qui ont eu des avis prolongés concernant la qualité de l'eau potable</p> <p>Taux de croissance de l'utilisation de l'eau</p> <p>Qualité de l'eau des cours d'eau canadiens</p>
	<p>7.1 Les Canadiens réduisent leur consommation d'énergie</p>	<p>Économies d'énergie annuelles provenant de l'adoption des codes, normes et pratiques en matière d'efficacité énergétique</p> <p>Consommation totale d'énergie par habitant</p>
<p>7.2 Les Canadiens ont accès à de l'énergie propre et renouvelable</p>	<p>D'ici 2030, 90 % et à long terme, 100 % de l'électricité du Canada est produite à partir de sources renouvelables et non émettrices</p>	<p>Proportion de l'électricité produite à partir de sources renouvelables et non émettrices de gaz à effet de serre</p>
	<p>9. 1. Le Canada favorise la recherche et l'innovation durables</p>	<p>Proportion des innovations dans les technologies liées à l'environnement</p> <p>Intensité des dépenses intérieures totales au titre de la recherche et développement</p>
<p>9. 2. Les Canadiens ont accès à des infrastructures modernes et durables</p>	<p>D'ici 2026, 98 % des ménages et petites entreprises canadiens ont accès à l'Internet à des vitesses de téléchargement de 50 Mbps et de téléversement de 10 Mbps, avec l'objectif de connecter tous les Canadiens à ces vitesses d'ici 2030</p>	<p>Proportion des ménages qui ont accès à des services Internet à large bande à des vitesses de 50/10 Mbps</p>
<p>9. 2. Les Canadiens ont accès à des infrastructures modernes et durables</p>	<p>Accès amélioré aux plus récents services de technologie sans fil mobile</p>	<p>Proportion des Canadiens qui ont accès à la technologie sans fil mobile généralement déployée la plus récente</p>
<p>9. 2. Les Canadiens ont accès à des infrastructures modernes et durables</p>	<p>Pas de cible spécifique</p>	<p>Émissions de gaz à effets de serre par dollars de valeur ajoutés de la production d'actifs d'infrastructure</p>
<p>9. 2. Les Canadiens ont accès à des infrastructures modernes et durables</p>	<p>D'ici le 31 mars 2024, avoir un au moins 1 000 bornes de recharge pour véhicules électriques, 22 postes de ravitaillement de gaz naturel, et 15 postes de ravitaillement d'hydrogène en cours de développement ou complété le long des autoroutes principales, corridors de fret et principaux centres métropolitains</p>	<p>Nombre de bornes de recharge et de stations de ravitaillement à faibles émissions de carbone en cours de développement ou achevées le long des grandes autoroutes et dans les zones rurales et urbaines du Canada</p>
<p>9. 2. Les Canadiens ont accès à des infrastructures modernes et durables</p>	<p>D'ici le 31 mars 2026, 20 000 bornes de recharge et stations de ravitaillement à faibles émissions de carbone en cours de développement ou achevées dans les lieux publics, sur la rue, aux immeubles d'habitation, aux points de vente au détail et sur les lieux de travail</p>	<p>Nombre de bornes de recharge et de stations de ravitaillement à faibles émissions de carbone en cours de développement ou achevées dans les lieux publics, sur la rue, aux immeubles d'habitation, aux points de vente au détail et sur les lieux de travail</p>

Tableau 1. Ambitions, cibles et indicateurs du Cadre d'indicateurs canadien (CIC) plus proches de l'action locale (Informations consultées en mai 2023 sur ce [site](#))

Ambition	Cibles	Indicateurs
	<p>Les Canadiens ont accès à l'eau potable et l'utilisent de façon durable</p>	<p>Coefficient de Gini</p> <p>Proportion de la population ayant déclaré de la discrimination ou des traitements injustes</p>
	<p>11.1. Les Canadiens ont accès à des logements de qualité</p>	<p>Taux de croissance de l'itinérance chronique au Canada</p> <p>Proportion des ménages ayant des besoins impérieux en matière de logement</p>
<p>11.2. Les Canadiens vivent dans des villes et communautés en santé, accessibles et durables</p>	<p>Réduire l'itinérance chronique d'au moins 31 % d'ici mars 2024</p> <p>Pas de cible spécifique</p> <p>Augmenter le pourcentage des Canadiens vivant dans des zones où les concentrations des polluants atmosphériques sont moins élevées ou égales aux normes, d'un pourcentage de 60% en 2005 à 85% en 2030</p> <p>Pas de cible spécifique</p> <p>D'ici 2030, 22% des navetteurs adoptent le transport en commun ou actif</p> <p>Pas de cible spécifique</p> <p>Pas de cible spécifique</p>	<p>Pourcentage de la population vivant dans des zones où les concentrations des polluants atmosphériques sont moins élevées ou égales aux Normes Canadiennes de Qualité de l'Air Ambiant de 2020</p> <p>Pourcentage de la population vivant à moins de 500 mètres d'un accès au transport en commun</p> <p>Pourcentage de la population ayant adopté le transport en commun ou actif pour le navettage</p> <p>Quantité totale de déchets envoyés aux fins d'élimination par habitant</p> <p>Pourcentage de la population âgée de 12 ans et plus ayant déclaré avoir un sentiment d'appartenance à leur communauté locale plutôt fort ou très fort</p>
	<p>Les Canadiens consomment de façon durable</p>	<p>Proportion des immatriculations de nouveaux véhicules légers qui sont pour des véhicules zéro émission</p> <p>Proportion d'entreprises qui ont adopté des activités de protection ou des pratiques de gestion de l'environnement</p> <p>Total des matières résiduelles récupérées par habitant</p>
	<p>13.1. Les Canadiens réduisent leurs émissions de gaz à effet de serre</p>	<p>Émissions de gaz à effet de serre</p> <p>Fréquence de certaines catastrophes naturelles</p> <p>Proportion d'organisation municipales qui ont pris en considération l'adaptation aux changements climatiques dans leur processus décisionnel</p>

Les ODD dans les municipalités du Québec

Le Québec est l'un des premiers états au monde à avoir adopté une législation visant spécifiquement le développement durable. En 2006 il a amorcé une transition favorisant à la fois la protection de l'environnement, le progrès social et la prospérité économique. La même année, l'Assemblée nationale a adopté à l'unanimité la Loi sur le développement durable (LDD) qui prévoit essentiellement d'intégrer des principes et des actions visant le développement durable dans l'exercice des pouvoirs et des responsabilités du gouvernement. Pour ce faire, la LDD instaure 16 principes et stipule que la mise en œuvre du développement durable au sein de l'administration publique s'appuie sur la stratégie de développement durable adoptée par le gouvernement.

La principale autorité provinciale chargée des directives en lien avec le développement durable c'est le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCCC). Dans ce ministère, le Bureau de coordination du développement durable est l'unité désignée pour favoriser la coordination interministérielle et pour piloter l'élaboration et le suivi de la stratégie gouvernementale de développement durable (SQDD) auprès de 110 ministères et organismes assujettis à la LDD. Une fois la stratégie provinciale adoptée, chaque ministère et organisme élabore un plan d'action en développement durable. Les résultats de la stratégie et des plans sont évalués à partir de rapports ainsi que d'un indice de performance en développement durable pour chaque unité. Des suivis sont également réalisés par des audits du Commissaire au développement durable au sein du bureau du Vérificateur général du Québec.

Dans le cadre du processus d'élaboration de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2023-2028 (SQDD), le MELCC a réalisé un recensement des différentes stratégies, politiques et plans d'action du gouvernement du Québec qui contribuent à l'atteinte des ODD (MELCC-IEDS, 2022). La stratégie finale présente un alignement entre les orientations et les ODD touchés (Gouvernement du Québec, 2023). Un cadre de suivi de la stratégie a été élaboré (MELCC, 2023).

Le ministère responsable du milieu municipal est le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). Comme les autres ministères et organismes, celui-ci a l'obligation d'élaborer un plan d'action de développement durable. Les municipalités, quant à elles, ne sont pas assujetties à la LDD, ce qui signifie qu'elles n'ont pas d'obligation de produire de rapport spécifique sur l'ensemble de leurs actions dans ce domaine. Toutefois, depuis 2008, les organismes municipaux sont incités à adhérer volontairement aux stratégies gouvernementales de développement durable successives, particulièrement en adoptant une démarche de développement durable.

Une démarche municipale de développement durable est un processus de planification et d'intervention visant à concrétiser une vision à long terme de l'ensemble des activités de développement économique, social et environnemental d'un territoire et d'une collectivité. Elle est conçue aux fins d'intégrer les principes de développement durable dans les actions municipales. Une telle démarche se construit par les différentes parties prenantes présentes sur un territoire et les engage dans la réalisation d'une vision. Pour le MAMH, on entend par « démarche municipale de développement durable » une démarche adoptée par le conseil municipal qui prévoit des mesures dans les trois dimensions du développement durable (environnement, social et économie) et dont une reddition de comptes publique de la démarche est accomplie (MAMH, 2023, p. 24).

L'adhésion aux démarches a été mesurée par le MAMH en 2012, en 2015, en 2018 et en 2020 par l'entremise d'enquêtes par sondage effectuées par ce ministère. Ces enquêtes visaient à évaluer le progrès des municipalités en matière de développement durable. Bien que le taux de participation aux sondages se soit stabilisé en 2020, une tendance est à la baisse depuis la première enquête. De plus, le ratio de municipalités disposant d'une démarche de développement durable est lui aussi à la baisse depuis 2015, après avoir connu un essor entre 2012 et 2015. En 2022, le MAMH en collaboration avec une équipe de chercheurs partenaires du projet DTI-ODD, a mis en place une nouvelle méthodologie pour connaître le type d'actions réalisées par les municipalités locales et les municipalités régionales de comté (MRC) en lien avec le développement durable. Le résultat a été publié dans un portrait qui démontre que, malgré la diminution du nombre de démarches de développement durable, 85 % des entités étudiées réalisent des actions considérées « durables » et qui touchent les trois piliers du développement durable (MAMH, 2023b). Il reste toutefois difficile de savoir ce qui est fait concrètement et surtout de connaître les impacts de ces actions.

Le plan d'action 2023-2028 du MAMH intègre une action qui consiste à appuyer les organismes municipaux dans leur engagement dans une démarche de développement durable. Les cibles de cette action visent une légère augmentation des démarches et des actions municipales existantes. En complément de cette action, un chantier de travail a été formulé, afin de « Redéfinir un cadre d'accompagnement, de gouvernance et de suivi des démarches municipales de développement durable ». Ce chantier vise le renforcement de l'engagement du milieu supralocal, notamment des MRC en faveur du développement durable et le développement d'un système d'indicateurs de développement



durable municipal. La création d'un système de mesure de suivi pour éclairer la prise de décision du Québec et des municipalités serait reliée au chantier 2 de la SQDD qui consiste à « Doter le Québec d'un système d'information statistique performant sur le développement durable », qui vise à bonifier le système national de suivi du développement durable pour doter le Québec d'un système d'information statistique aligné sur les systèmes internationaux.

Les responsables de ce suivi au ministère ont participé activement aux activités du projet DTI-ODD en partageant leurs réflexions pour explorer des pistes d'amélioration de la méthodologie et du suivi. C'est ainsi qu'un groupe de travail a été constitué pour explorer l'intérêt pour la création une communauté de données ouvertes sur le développement durable du milieu municipal du Québec. Comme résultat de cet exercice, le plan d'action du MAMH a intégré dans le chantier de l'Action 7 l'intention de maintenir la participation du ministère au groupe de travail piloté par l'Institut en environnement, développement et société (MAMH, 2023, p.25).



À retenir



La vision des peuples autochtones par rapport au développement durable doit partir de leurs propres connaissances et valeurs. Afin de reconnaître l'importance de cette vision, en particulier pour le Canada, la dimension culturelle doit avoir une place plus importante dans le cadre des ODD que celle qu'on peut retrouver avec les cibles et les indicateurs actuellement définis.

- L'analyse de la gouvernance multiniveau au Canada nous éclaire sur l'importance de la **coordination des actions entre paliers d'intervention** pour renforcer la capacité d'action des localités.
- La gouvernance des ODD au Canada se met en place à partir de deux leviers principaux : le plan de mise en œuvre fédéral et les démarches locales. Ces deux processus de mise en œuvre sont structurés sur des approches de priorisation et des mécanismes de suivi distincts, mais potentiellement complémentaires.
- Dans les années du projet (2021-2024) nous avons constaté un intérêt de plusieurs acteurs locaux et supra locaux à intégrer le cadre des ODD dans leurs actions. Toutefois, la tendance dans l'adoption de démarches complètes de développement durable par les gouvernements locaux au Québec est à la baisse. Les raisons principales de ce désengagement seraient l'absence de ressources humaines et matérielles pour réaliser ce processus d'une grande complexité.
- La création d'un système de suivi commun à partir de la priorisation de certaines ambitions ou cibles, l'élaboration d'indicateurs complémentaires et l'identification et le partage des données nécessaires pour le suivi entre les différents paliers de décision pourrait favoriser la coordination des actions et l'efficacité des résultats.
- Les orientations du MAMH dans son dernier plan d'action font écho de ces réflexions et visent à prendre en compte, comme point de départ, les actions réalisées par les municipalités, à renforcer le niveau supra local des MRC et à développer un système d'indicateurs de suivi municipal du développement durable. Cette nouvelle approche pourrait favoriser une localisation des ODD du bas vers le haut.

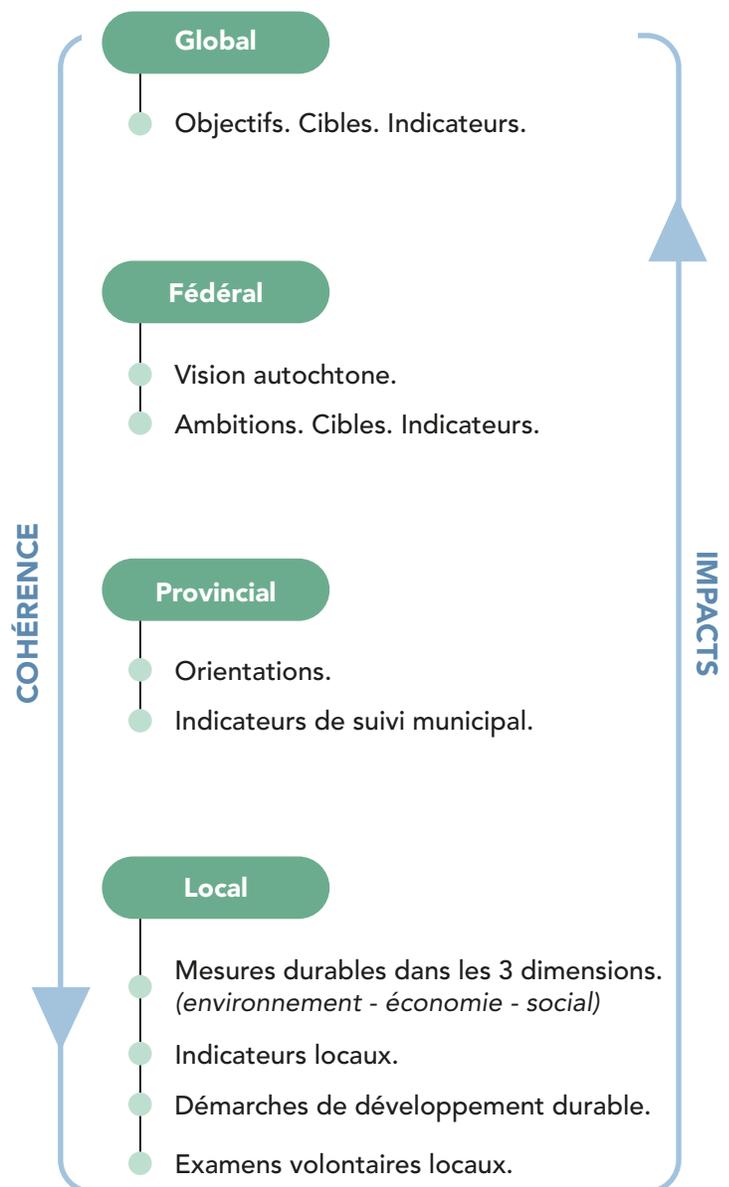


Figure 4. Vision du cycle de la localisation des ODD



Les démarches de développement durable et leurs outils

Le cas de Baie-Saint-Paul	28
Le cas de La Malbaie	30
Le cas de la Ville de Québec	31
Les outils de soutien aux démarches	32
À retenir	34

Les démarches de développement durable et leurs outils

Depuis 2016, l'Institut EDS développe une approche intégrée qui encourage la transformation des universités, des villes et des organisations locales en laboratoires vivants pour la promotion et la mise en œuvre des ODD : la Démarche intégrée EDS (Diaz & Potvin, 2020). Cette démarche consiste essentiellement à réunir les principaux acteurs autour d'un objet d'analyse commun, accompagnés de chercheurs, d'étudiants et d'experts des différentes disciplines concernées.

L'une des principales hypothèses de l'approche consiste à affirmer qu'une compréhension commune de la signification du développement durable est une condition préalable pour améliorer l'efficacité de tout effort collectif. Cette base de départ commune facilite les échanges et la collaboration entre les parties prenantes.

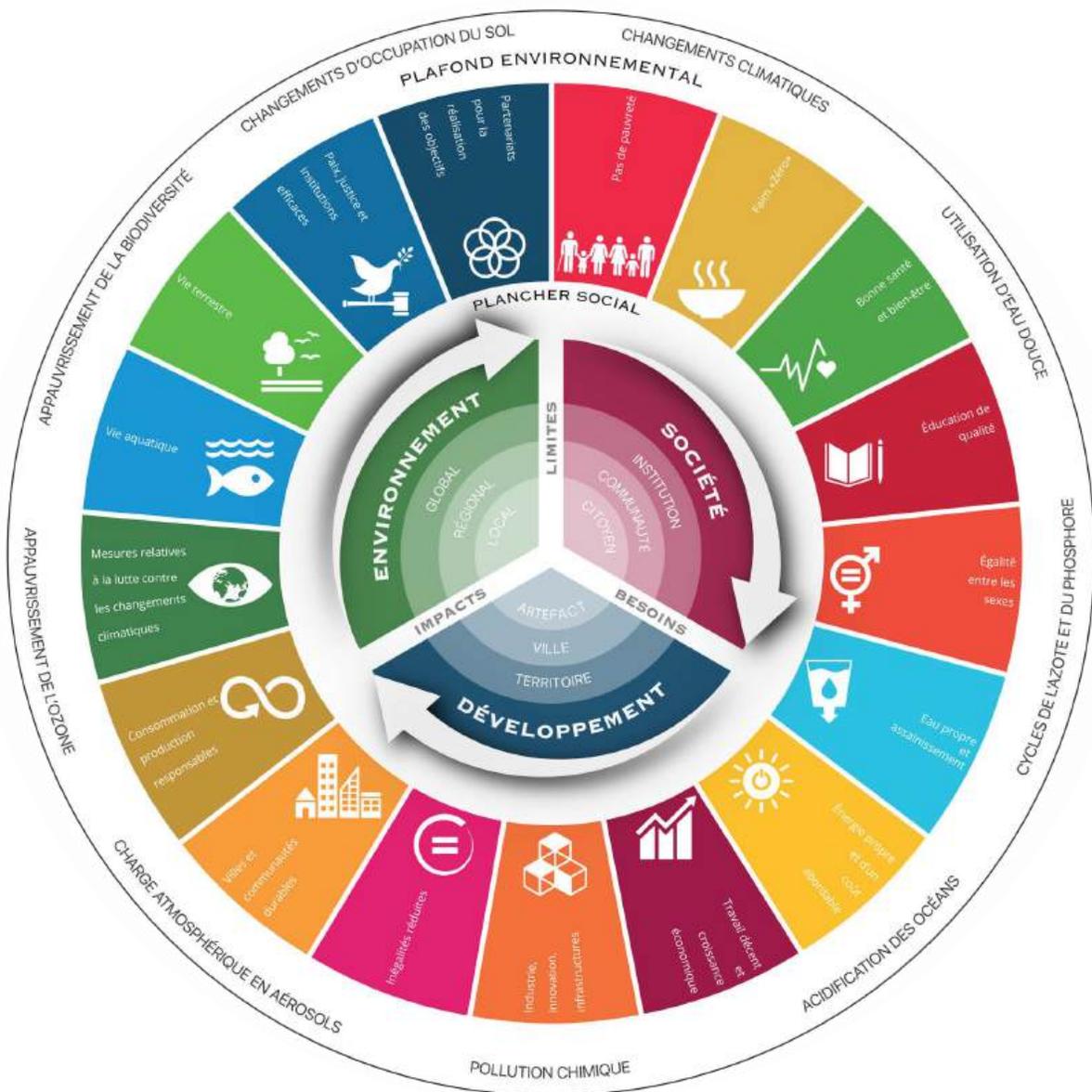


Figure 5. Schéma conceptuel de la Démarche intégrée EDS

Il est bien connu que, selon la définition du rapport WCED, le développement durable contient deux concepts clés :

- + le concept de « besoins », en particulier les besoins essentiels des plus vulnérables, et
- + le concept de limites (WCED, 1987)

Ces concepts ont été développés au cours de trois décennies de recherche en sciences sociales et naturelles et de négociations internationales convergeant vers les ODD. La Démarche EDS commence par inviter les participants à se familiariser avec l'ensemble des enjeux et concepts associés aux ODD à travers une série d'ateliers, en utilisant un schéma conceptuel qui intègre : le concept des limites planétaires (Rockström et al.2009 et Steffen et al.2015), le concept de socle social (Raworth et al.2012), les objectifs de développement durable et la gouvernance multiniveau (Hufty, 2011). (Fig. 5)

De 2016 à 2020, l'Institut EDS a identifié chaque année un objet d'étude autour duquel il invite tous les acteurs et communautés concernés à trouver ensemble de nouvelles solutions et des pistes pour améliorer les actions existantes. Pour chaque objet d'étude, la Démarche EDS prévoit la réalisation de trois étapes séquentielles et additives : diagnostic, mobilisation et idéation. Les résultats de chaque étape alimentent la suivante. Les activités de chaque étape peuvent être adaptées en fonction de l'objet étudié et des acteurs concernés.

La mise en œuvre de cette démarche nous a apporté trois principales leçons. La première concerne le rôle que les universités peuvent et doivent jouer dans la formation, la recherche, les opérations et la sensibilisation pour favoriser la mise en œuvre des ODD. Les universités sont encouragées à jouer un rôle actif, en premier lieu, compte tenu de leurs responsabilités liées à leur mission d'enseignement et de recherche. Comme contrepartie de cette responsabilité, les ODD peuvent également leur offrir de multiples opportunités pour favoriser l'innovation dans l'apprentissage, l'enseignement, la recherche et le recrutement autour du domaine émergent des ODD (SDSN, 2017 et 2020). En plus de ces considérations, nous avons constaté que la présence d'un

acteur neutre, favorisant les rencontres et les échanges entre l'ensemble des parties prenantes, constitue un catalyseur majeur pour l'issue favorable des processus participatifs. Ce rôle peut être joué par des universités qui ont la légitimité et la capacité de mobilisation nécessaires pour le faire.

La deuxième leçon concerne l'importance et les défis de l'interdisciplinarité. C'est une compétence essentielle pour tous les futurs professionnels et chercheurs dans le domaine de la durabilité et elle nécessite de fortes capacités de communication. Répondre aux enjeux du développement durable passe par le partage de connaissances et de visions qui ne peuvent être réunies que collectivement.

Troisièmement, nous avons constaté que la nature qualitative de cette approche peut faciliter une large participation. Bien évidemment, les outils et approches quantitatives, basées sur des données précises et à jour, doivent toujours guider les choix et le suivi des décisions visant à atteindre les ODD. Cependant, le caractère qualitatif de cette approche facilite la construction collective des alternatives souhaitées, ce qui facilite l'appropriation de la part des citoyen.nes et laisse espérer, par conséquent, des actions plus pertinentes avec des impacts plus concluants.

Enfin, le fait de réunir tous les acteurs concernés par un objet donné, sans distinction de discipline, de secteur ou de niveau de décision, contribue à briser les silos et à faciliter les liens bidirectionnels (du bas vers le haut et du haut vers le bas) entre les initiatives du terrain et la prise de décisions. Cette contribution est essentielle compte tenu des défis et des paradoxes que représentent les ODD et leur mise en œuvre locale. L'approche que nous avons adoptée vise à aider à surmonter certains de ces obstacles en contribuant à briser les silos entre les acteurs et les paliers de décision.

Dans le cadre du projet DTI-ODD, nous sommes partis de cette démarche et des leçons apprises pour l'adapter au processus de démarche intégrée de développement durable en milieu municipal, comme défini par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation du Québec. Ces étapes constituent un cycle de mise en œuvre du développement durable, qui sert de modèle général pour accompagner les municipalités vers la durabilité. Ces étapes sont les suivantes : la structuration de la démarche, la caractérisation des parties prenantes, le portrait et diagnostic, la vision stratégique, le plan d'action et de mise en œuvre, enfin, le suivi, l'évaluation et la reddition de comptes (MAMH, s.d.).



Pour la stratégie d'accompagnement du projet, nous avons adapté les trois étapes de la démarche EDS (diagnostic, mobilisation et idéation) au contexte des localités accompagnées. L'approche consistait à suivre un cycle complet de planification pour analyser les contributions possibles de l'utilisation des outils de planification basés sur les ODD à la planification du développement durable des localités. Pour cela, nous avons retenu quatre grandes étapes pour adapter le processus de la démarche EDS aux démarches de développement durable en milieu municipal : 1. Diagnostic ; 2. Planification ; 3. Mise en œuvre et 4. Suivi. La mobilisation, quant à elle, constitue un élément transversal qui consiste à s'assurer, tout au long du processus, que les connaissances, les parties prenantes, les outils et les ressources pertinentes et nécessaires soient mobilisés lors de chaque étape. Dans le cadre du volet d'accompagnement local du projet DTI-ODD, nous avons testé et observé l'utilisation des ODD dans les démarches de la Ville de Baie-Saint Paul, la Ville de La Malbaie et la Ville de Québec. Nous avons également partagé l'expérience d'autres villes et MRC qui ont réalisé des démarches de développement durable en utilisant les ODD comme cadre de référence.

À la fin du projet, les résultats, défis et apprentissages de chaque ville sont très différents et varient en fonction de l'état d'avancement de leur démarche de développement durable au début du projet. Elles varient également en fonction de leurs caractéristiques, notamment la taille de la ville, et de leur contexte spécifique. Nous pouvons cependant affirmer que, le fait de travailler avec les ODD comme cadre de référence commun a facilité les échanges d'apprentissages entre villes, même celles avec des démarches, des défis et des tailles très différents. Le fait d'avoir un cadre de référence commun peut également faciliter l'harmonisation des stratégies d'accompagnement et des programmes de soutien des paliers supérieurs. Nous constatons également des opportunités pour la mutualisation d'outils et de compétences entre villes, ce qui permettrait de mieux répondre au défi croissant de la complexification de la planification locale du développement durable. À l'issue de ce projet, plusieurs partenariats de recherche et des demandes de financement ont été élaborés, ce qui fait que le projet DTI-ODD représente un véritable levier pour le développement de la recherche dans le domaine émergent de la localisation des ODD qui constitue un domaine en émergence pour la recherche-action collaborative dans les prochaines années.



Le cas de Baie-Saint-Paul



La Ville de Baie-Saint-Paul est reconnue comme pionnière dans l'intégration du développement durable dans sa planification grâce à son Agenda 21 local (2006-2026). Après trois plans d'action pour mettre en œuvre cette vision stratégique, la Ville a accueilli le projet Démarche transformationnelle des ODD dans les collectivités locales (DTI-ODD) dans le cadre de l'élaboration de son quatrième plan d'action (2024-2030).



En préparation de ce plan, trois ateliers de priorisation des cibles des Objectifs de développement durable ont été réalisés à l'hiver 2022, avec l'animation de l'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD). Une trentaine de participants ont ainsi réfléchi à l'état des 169 cibles des ODD pour prioriser 66 cibles qui touchent prioritairement la Ville de Baie-Saint-Paul. À partir de ces cibles, quatre objectifs stratégiques ont été définis pour le quatrième plan d'action en développement durable.



En avril 2023, quatre ateliers de consultation publique ont été réalisés pour l'identification d'actions et d'initiatives en lien avec les quatre enjeux collectifs identifiés lors des ateliers de priorisation réalisés préalablement. Près de cent personnes, entre représentant.es de partenaires et citoyen.ne.s de la ville ont participé pour proposer près d'un millier d'actions. En parallèle à ces ateliers, une consultation des élèves de 3e, 4e, 5e et 6e année de l'école primaire Forget a eu lieu.



À l'automne 2023, les membres de l'équipe du projet et la Ville ont analysé les résultats des ateliers de consultation et la Ville a élaboré une première version du plan. À l'hiver 2024, l'équipe du projet a élaboré une liste d'indicateurs pertinents pour les actions retenues dans le plan. Ces indicateurs ont été adaptés lors d'un atelier réalisé avec les directions de la Ville responsables de la mise en œuvre du plan.

Finalement, le quatrième plan d'action de développement durable (2024-2030) a été adopté par le Conseil de la Ville et présenté aux citoyen.nes le 22 avril 2024. Ce plan se structure autour de quatre grands enjeux collectifs, dix objectifs stratégiques et 55 actions articulées autour des ODD³.

3. Les informations détaillées sur l'ensemble de la Démarche sont disponibles sur le site du projet : Volet accompagnement local - Ville de Baie-Saint-Paul <https://ieds.ulaval.ca/linstitut/demarche-eds/les-objectifs-de-developpement-durable-odd-dans-les-collectivites-locales/accompagnement-local/ville-de-baie-saint-paul>

Ligne du temps

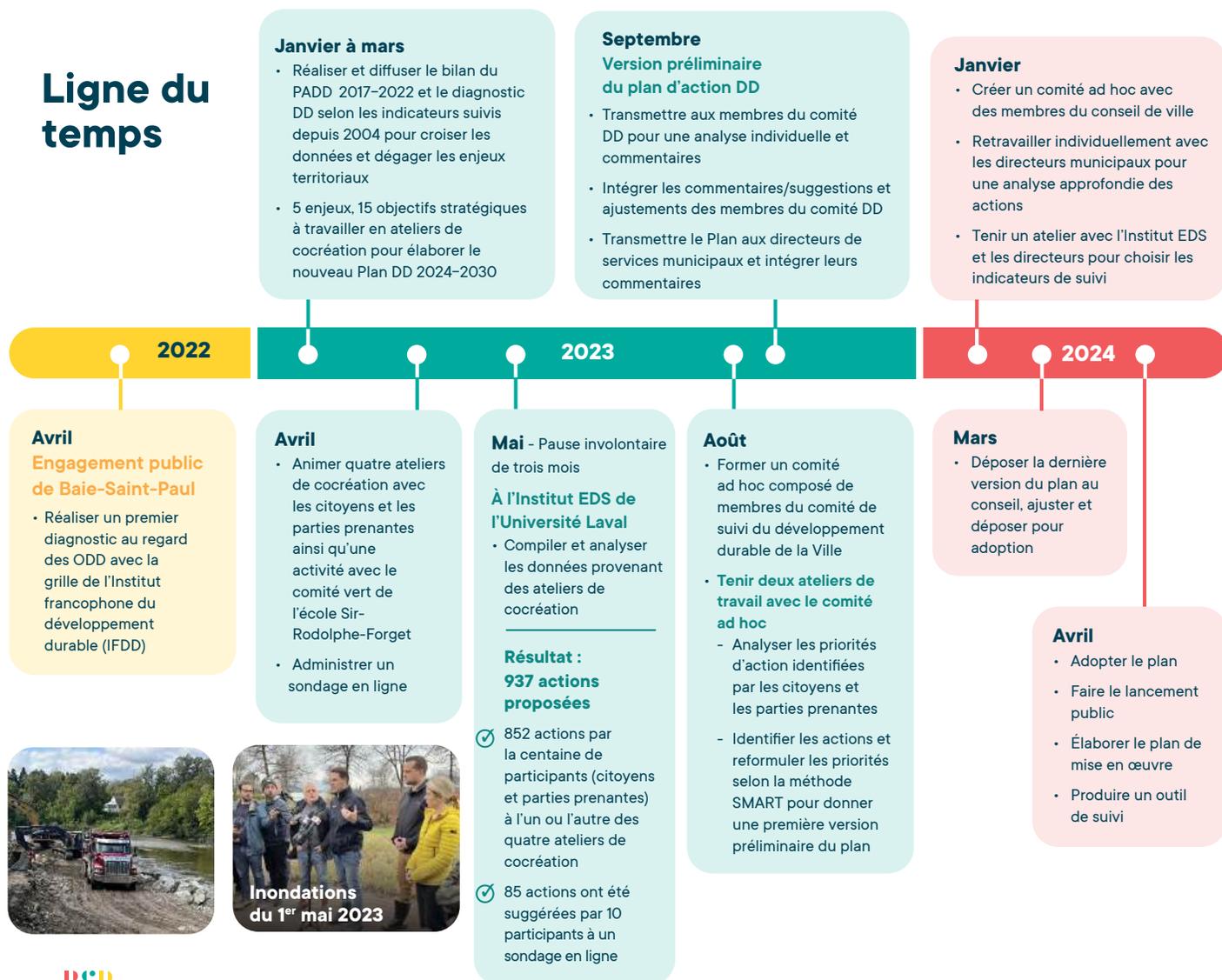


Figure 6. Ville de Baie saint Paul, Plan d'action 2024-2030, p.6



Atelier de priorisation des cibles des ODD, avril 2022, photo Liliana Diaz



Le cas de La Malbaie

Avec une longue tradition d'accueil et une belle qualité de vie pour ses citoyens, la Ville de La Malbaie pose déjà de nombreux gestes en faveur du développement durable. Souhaitant aller plus loin, son administration a signé une entente avec l'Institut EDS pour accueillir le projet de Démarche transformationnelle des ODD dans les collectivités locales (DTI-ODD)⁴.

En avril 2022, un atelier de deux jours a été animé par l'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD). Une trentaine de participants ont ainsi réfléchi à l'état des 169 cibles des ODD pour prioriser 74 cibles à considérer de façon plus spécifique par la Ville de La Malbaie. Ces cibles ont aussi permis de dégager quatre axes stratégiques que la Ville de La Malbaie pourra intégrer dans ses nouvelles stratégies, politiques et plans.

En 2023 la Ville a lancé un processus d'élaboration d'un plan stratégique. L'équipe du projet a participé aux ateliers de réflexion et consultations réalisés auprès d'une soixantaine de parties prenantes.

En avril 2024 la Ville a lancé son Plan stratégique comprenant une vision pour 2030. Le plan est structuré autour de cinq orientations :

- 1 Innover en matière de développement durable et de tourisme responsable;
- 2 Ensemble et en même temps (synergie des acteurs);
- 3 Une ville à la portée de tous (attraction / rétention de la population);
- 4 Se déplacer de manière innovante et responsable;
- 5 Soutenir la transition vers une économie durable 4 saisons.

4. Annonce de l'entente dans les médias locaux <https://www.lecharlevoisien.com/2022/04/28/la-malbaie-commence-la-demarche-pour-etablir-un-plan-de-developpement-durable/>

Le cas de la Ville de Québec

La Stratégie de développement durable de la Ville de Québec s'appuie sur une démarche initiée en janvier 2019 qui vise à intégrer toutes les dimensions du développement durable dans l'ensemble de ses actions. Accompagnée par la Chaire en écoconseil de l'Université de Chicoutimi, la ville a réalisé un diagnostic organisationnel en 2020 qui a abouti à la priorisation de 25 des 169 cibles des ODD reliées à 16 ODD. À la suite des rencontres avec des partenaires et d'une consultation citoyenne, la Stratégie a été publiée en juin 2021. Deux plans d'action ont suivi en 2021 : le Plan de transition et action climatique et le Plan d'action solidaire. C'est dans ce cadre que la Ville de Québec reconnaît l'importance de s'engager davantage et accueille le projet de Démarche transformationnelle d'intégration des ODD dans les collectivités locales (DTI-ODD).

À partir de l'automne 2021, un comité de coordination, composé par des responsables de la stratégie DD de la Ville et le projet DTI-ODD, a mis au centre de la collaboration le partage des apprentissages de la Ville avec d'autres villes canadiennes, l'analyse et la comparaison d'outils de suivi des ODD et l'analyse de possibles indicateurs de l'action des villes en faveur de la santé durable.

Le projet a favorisé le partage de l'expérience de la Ville dans plusieurs espaces de formation et de recherche (École

d'été en transformation sociétale du CIRODD en août 2021, colloque 641 du 89e Congrès de l'ACFAS en 2022 et colloque 666 de l'ACFAS en 2023). Également, lors de la journée de formation continue « Mise en œuvre du développement durable dans les communautés locales » en mars 2024, Stéphan Bugay, Directeur général adjoint des Services de proximité et responsable de la mise en œuvre de la Stratégie de développement durable de la Ville de Québec, a présenté la nouvelle approche, mise en place en 2023 pour développer une nouvelle culture organisationnelle et favoriser la mise en œuvre de la stratégie de développement durable par les différentes unités administratives internes et favoriser la coordination entre elles autour de plusieurs tables de services rendus⁵.

La réflexion sur les outils de suivi a donné lieu à diverses rencontres avec les responsables de l'outil de Suivi de progrès et un tableau comparatif de plusieurs outils a été soumis à la Ville.

Des rencontres de réflexion sur l'élaboration d'indicateurs locaux sur la santé durable ont été réalisées avec des chercheurs et partenaires, notamment PULSAR et VITAM. Ces échanges ont abouti à la réalisation d'une revue de littérature.

5. Les informations détaillées et les enregistrements de ces présentations sont disponibles sur le site du projet : Volet accompagnement local - Ville de Québec <https://ieds.ulaval.ca/institut/demarche-eds/les-objectifs-de-developpement-durable-odd-dans-les-collectivites-locales/accompagnement-local/ville-de-quebec>

Volet formation - Journée de formation continue <https://ieds.ulaval.ca/institut/demarche-eds/les-objectifs-de-developpement-durable-odd-dans-les-collectivites-locales/appropriation-et-formations/diffusion-journee-de-formation-pour-les-communautes-locales>



Les outils de soutien aux démarches

L'utilisation des ODD comme cadre de référence pour la planification se traduit par la création de nombreux outils pour faciliter la réalisation des différentes étapes des démarches de développement durable. Ces outils sont compilés sur plusieurs plateformes, dont la boîte à outils des Nations unies⁶.

Dans le cadre de ce projet, nous avons mobilisé principalement la Grille de priorisation des cibles des ODD (GPC-ODD) développée par la Chaire en écoconseil de l'Université de Chicoutimi et l'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD). Afin de compléter les étapes de diagnostic, mobilisation et planification, l'utilisation de la GPC-ODD a été appuyée par d'autres outils comme le schéma conceptuel de la démarche EDS, des fiches d'information et des ateliers de consultation et de formulation d'indicateurs.

En ce qui concerne l'étape de suivi, un des objectifs de l'utilisation des ODD comme cadre en tant que référentiel commun, consiste à faciliter le suivi des progrès. Or, cet objectif dépend de l'utilisation d'outils permettant la compatibilité et la comparabilité des données. À ce titre, on peut distinguer trois types d'outils :



Les outils de suivi à l'interne, dont il existe une grande variété, développés sur mesure pour les besoins de chaque ville à partir de logiciels sous licence ou par des compagnies privées.

La référence aux ODD n'étant pas appuyée sur une méthodologie commune, il est donc difficile d'assurer la compatibilité de ces outils ou la comparabilité des données.



Les certifications, comme celles qui s'appuient sur les normes ISO7, permettent de définir des stratégies pour atteindre les ODD et peuvent s'appuyer sur des indicateurs de performance communs et donc, par définition comparables (UIT, 2020).



Les outils de communication aux citoyens sont souvent développés sur mesure, mais ils peuvent être conçus avec une approche de comparabilité. C'est le cas de l'outil Suivi de progrès que nous avons présenté à tous nos partenaires dans le cadre de ce projet⁸.

En complément à ces outils de suivi, spécifiques à chaque ville, il existe un besoin de connaître l'évolution de l'ensemble des objectifs et des indicateurs à l'échelle locale. En effet, les données sur l'état des ODD dans les communautés locales du Québec et du Canada ne sont pas regroupées et présentées sur une plateforme permettant de les visualiser, de les filtrer et d'en suivre les tendances.

Nous avons donc réalisé une preuve de concept afin d'identifier un outil ayant comme objectif principal de faire le suivi des ODD dans les communautés en regroupant et en présentant leurs données et répondant aux caractéristiques suivantes :

1. Permettre de présenter des indicateurs spécifiques aux municipalités du Québec.
2. Avoir la flexibilité pour s'adapter aux différents besoins des municipalités.
3. Pouvoir servir de plateforme panquébécoise pour donner un portrait global et permettre de comparer les municipalités et les régions entre elles.
4. Pouvoir servir de plateforme que les villes pourraient utiliser pour faire leur propre site avec leurs données.
5. Permettre de regrouper et de gérer des données diverses, tant en format qu'en provenance.
6. Pouvoir se connecter sur des plateformes de données comme Données Québec pour en présenter automatiquement les données à jour.
7. Permettre une belle visualisation des données et des informations qui leur sont liées afin de faciliter leur analyse.
8. Être rapide à mettre en place afin d'en faire rapidement la preuve de concept.

6. SDG acceleration toolkit <https://sdgintegration.undp.org/sdg-acceleration-toolkit>

L'outil identifié pour cette preuve de concept a été Open SDG, un outil gratuit produit par l'ONU, qui constitue le standard dans les outils libres de droits pour présenter des ODD. Il s'agit également de l'outil du gouvernement du Canada pour présenter les données canadiennes liées aux objectifs de développement durable. Il est gratuit et libre de droits, donc il ne nécessite pas d'acquisition de licence, ce qui facilite son utilisation. De plus, il est hébergé sans frais sur GitHub Pages. Les technologies utilisées sont faciles à apprendre et bien documentées.

La conclusion de cette preuve de concept nous permet d'affirmer que la plateforme Open SDG offre une solution complète pour la gestion et la visualisation des données liées aux objectifs de développement durable (ODD). L'outil permet de convertir les données en graphiques faciles à comprendre pour les utilisateurs, ce qui facilite leur analyse et leur utilisation. En utilisant Open SDG, les utilisateurs ont accès à un outil de visualisation des données et des informations qui permet une analyse facile et rapide, même sans avoir besoin de convertir les données en PDF.

La plateforme fournit également une base commune pour tous les utilisateurs, ce qui faciliterait la comparaison des données entre différentes régions et municipalités. Elle est flexible et peut être adaptée pour répondre aux besoins spécifiques de chaque communauté, tout en offrant la possibilité de regrouper des données provenant de sources variées (Cazzolato, 2023).

L'outil Open SDG permettrait ainsi de créer une plateforme pour offrir un portrait global des municipalités et des régions par rapport à des indicateurs qui pourront être définis selon les besoins et les données disponibles. Elle permettrait également aux villes de créer leur propre site et d'alimenter les différentes plateformes avec leurs propres données.

17 objectifs pour transformer notre monde

Les [objectifs de développement durable \(SDG\)](#) sont un appel universel à l'action pour mettre fin à la pauvreté, protéger la planète et améliorer la vie et les perspectives de chacun, partout. Les 17 objectifs ont été adoptés par tous les États membres des Nations unies en 2015, dans le cadre du [programme pour le développement durable de 2030](#).



Données sur les objectifs de développement durable au Québec

Bienvenue à la plateforme de données ouvertes pour la mise en œuvre locale des objectifs de développement durable au Québec.



Figure 7. Preuve de concept pour l'utilisation locale de la plateforme Open SDG



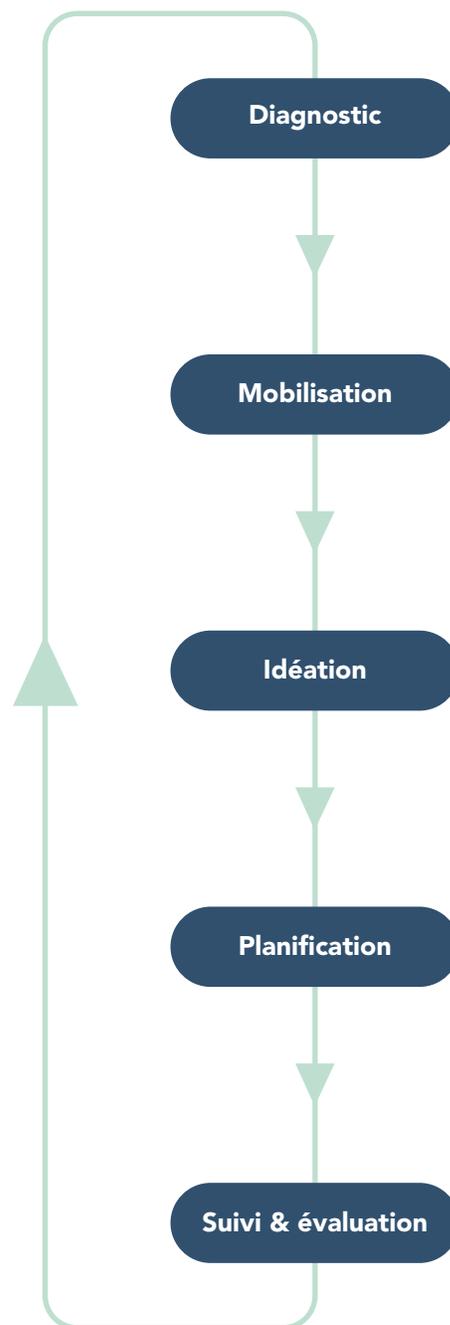
À retenir

La démarche EDS adaptée aux communautés locales combine différents outils de localisation des ODD sur lesquels les municipalités peuvent s'appuyer pour structurer les différentes étapes de leurs démarches de développement durable.



Outils de localisation des ODD

- + **Schéma conceptuel de la Démarche EDS**
Permet de se familiariser avec l'ensemble des enjeux globaux et leurs interactions.
- + **Cibles des ODD adaptées aux municipalités**
Facilitent la compréhension des actions qui correspondent aux compétences locales.
- + **Grille de priorisation des cibles des ODD (GPC-ODD)** Permet de réaliser un diagnostic et de démarrer la planification d'une démarche.
- + **Fiches d'information sur les initiatives locales associées aux ODD**
Permettent de communiquer aux citoyens les actions mises en place dans une localité en les reliant aux enjeux globaux et suscitent la réflexion sur les actions à poser pour aller plus loin.
- + **Ateliers de formulation d'indicateurs**
Permettent les échanges entre les responsables des actions et les citoyens sur les meilleurs indicateurs de suivi à adopter.
- + **Tableaux de bord internes**
Facilitent le suivi entre les responsables de la mise en oeuvre.
- + **Tableaux de bord externes et plateformes de communication et de suivi**
Informent sur l'évolution des enjeux et facilitent le suivi et la communication avec les parties prenantes et les citoyens.
- + **Certifications**
Positionnent les villes par rapport à d'autres villes
- + **Examens locaux volontaires**
Permettent de réaliser un diagnostic participatif, tant au début d'une démarche que pour évaluer le résultat de celle-ci.





La mobilisation multisectorielle autour des ODD

À retenir

38

La mobilisation multisectorielle autour des ODD

L'écosystème de mise en œuvre des ODD regroupe une multitude d'acteurs qui contribuent par leurs multiples compétences, missions et besoins. Ces acteurs partagent leur volonté de se référer aux ODD comme langage commun et leur désir de mettre en œuvre des méthodes de suivi et de générer des impacts concrets pour les atteindre. Au Canada, de nombreux acteurs et réseaux de la société civile ont été déterminants depuis le début du processus de mise en œuvre des ODD. Ainsi, ils ont encouragé les gouvernements à agir, réalisé des cartographies d'acteurs, accompagné la réalisation d'Examens locaux volontaires, élaboré et diffusé de nombreux outils et généré des processus de mobilisation de tous les secteurs de la société⁷.

Le secteur non gouvernemental joue ainsi un rôle important pour regrouper et renforcer les voix des citoyens autour des enjeux locaux, faciliter des espaces de dialogue entre secteurs et acteurs et accompagner les localités dans leurs démarches. Les expériences de planification, que ce soit de leurs propres activités ou par leurs stratégies et méthodologies d'accompagnement des autres acteurs, contribuent à la diffusion et à la mobilisation des intervenants autour des ODD. Ils apportent des expertises scientifiques, des conseils stratégiques et partagent des bases de données. On retrouve dans cette catégorie des associations professionnelles ou caritatives.

Les différentes universités et établissements d'éducation supérieure au Québec et au Canada contribuent également aux réflexions et aux actions liées aux ODD de différentes façons. Que ce soit en analysant les réalités, en documentant les différentes expériences, en développant des outils et des mécanismes de suivi et en assurant l'analyse scientifique des écarts entre les différentes visions et actions posées, mais également en adoptant les ODD comme cadre de suivi de leur propre performance institutionnelle. Plusieurs entités, départements ou groupes universitaires contribuent de façons spécifiques à leurs réalités et peuvent ainsi se spécialiser dans un secteur particulier ou sur certains des 17 ODD.

Certaines grandes entreprises, privées et parapubliques, ont aussi une approche explicite quant à leurs impacts sur les ODD.

Ces entreprises sont d'importants acteurs dans les secteurs énergétiques, des ressources naturelles ou des transports, secteurs ayant des impacts importants sur l'environnement, les communautés et leurs milieux.

Le projet DTI-ODD, dans le cadre de son volet « Leadership universitaire pour les ODD », a réalisé des activités de partage de connaissances, tissé et renforcé des collaborations avec de nombreuses organisations et facilité la mobilisation et les échanges entre plusieurs acteurs et réseaux autour de grands rassemblements sur les ODD. Les trois événements phares dans lesquels le projet a participé ont été la Conférence internationale sur le développement durable organisée par le *Sustainable development solutions network* (ICSD 2022), l'événement pancanadien *Together-Ensemble* (2022 et 2023) et le congrès annuel de l'Association francophone pour le savoir ACFAS (2022 et 2023)⁸.

Lors des deux colloques organisés dans le cadre de l'ACFAS, le projet a réalisé des ateliers pour mobiliser le milieu de la recherche francophone autour des ODD et le rapprocher des besoins du milieu. En 2022, s'est tenu le colloque [Mettre en œuvre les Objectifs de développement durable : méthodes, enjeux et défis pour la recherche de solutions et les partenariats](#). Cette occasion a servi pour réunir une trentaine de personnes des milieux académique, associatif, privé et gouvernemental pour participer à deux après-midis d'ateliers de cocréation, et pour une structure de collaboration pour une recherche transformatrice autour des ODD. Les résultats de ces ateliers ont indiqué que les organisations québécoises étaient prêtes à se réunir autour des ODD et plusieurs personnes participantes se sont engagées à sensibiliser leurs organisations à la pertinence d'une structure collaborative sur les ODD (Percolab, 2022).

En 2023, dans le cadre du colloque intitulé [Mise en œuvre des Objectifs de développement durable dans le milieu municipal du Québec : enjeux de gouvernance et d'usages des données](#), l'atelier collaboratif « Données en développement durable au service des municipalités : maillages et pistes de solutions » a été l'occasion pour réunir des représentants de différents secteurs avec les chercheurs pour réfléchir aux

7. Les deux examens nationaux et les rapports annuels du Canada présentent un compte rendu de multiples contributions. Gouvernement du Canada, 2023, Examen national volontaire de 2023 <https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/programme-2030/examen-national-volontaire/rapport-2023/annexe-a.html>

8. Les captations de l'ensemble des activités sont disponibles sur la page web du projet sous l'onglet « Leadership universitaire pour les ODD » <https://ieds.ulaval.ca/linstitut/demarche-eds/les-objectifs-de-developpement-durable-odd-dans-les-collectivites-locales/leadership-universitaire-pour-les-odd>



enjeux liés aux données pour le suivi des ODD dans les municipalités. Cet atelier faisait partie des activités du groupe de travail pour la création d'une communauté de données ouvertes sur le développement durable du milieu municipal du Québec.

À la fin du projet, le processus de mobilisation réalisé par le projet DTI-ODD a abouti à la création du Réseau intersectoriel francophone pour les ODD : le RésODD. Structure à la fois collaborative et partenariale, le RésODD favorise l'avancement des ODD en unissant et en mobilisant les partenaires académiques et non académiques du Québec et du Canada francophone dans leur action collective. Le réseau a comme mission de permettre :

- ⊕ d'identifier les besoins de sa communauté de pratique et les barrières rencontrées ;
- ⊕ d'ouvrir des espaces collectifs de sens commun, de résolution de problèmes et de mutualisation ;
- ⊕ de faciliter la production, la diffusion, l'accessibilité et l'utilisation des ressources et outils en libre accès au Canada et à l'international ;
- ⊕ de mettre en valeur les résultats de la recherche et les applications contextualisées des ODD ;
- ⊕ d'accélérer l'adoption de pratiques responsables favorisant l'atteinte des ODD.

Ce réseau regroupe près de 30 organisations académiques et non académiques dont notamment les trois organisations fondatrices : l'Institut EDS, le Centre interdisciplinaire de recherche en opérationnalisation du développement durable (CIRODD) et le consortium d'Accélérer2030 pour le Québec⁹.

9. Voir le Document Cadre du RésODD, qui détaille sa structure de gouvernance, sa mission, sa vision et ses valeurs https://ieds.ulaval.ca/fileadmin/Fichiers/01-Institut/ODD/Document_cadre_ResODD_20240425.pdf



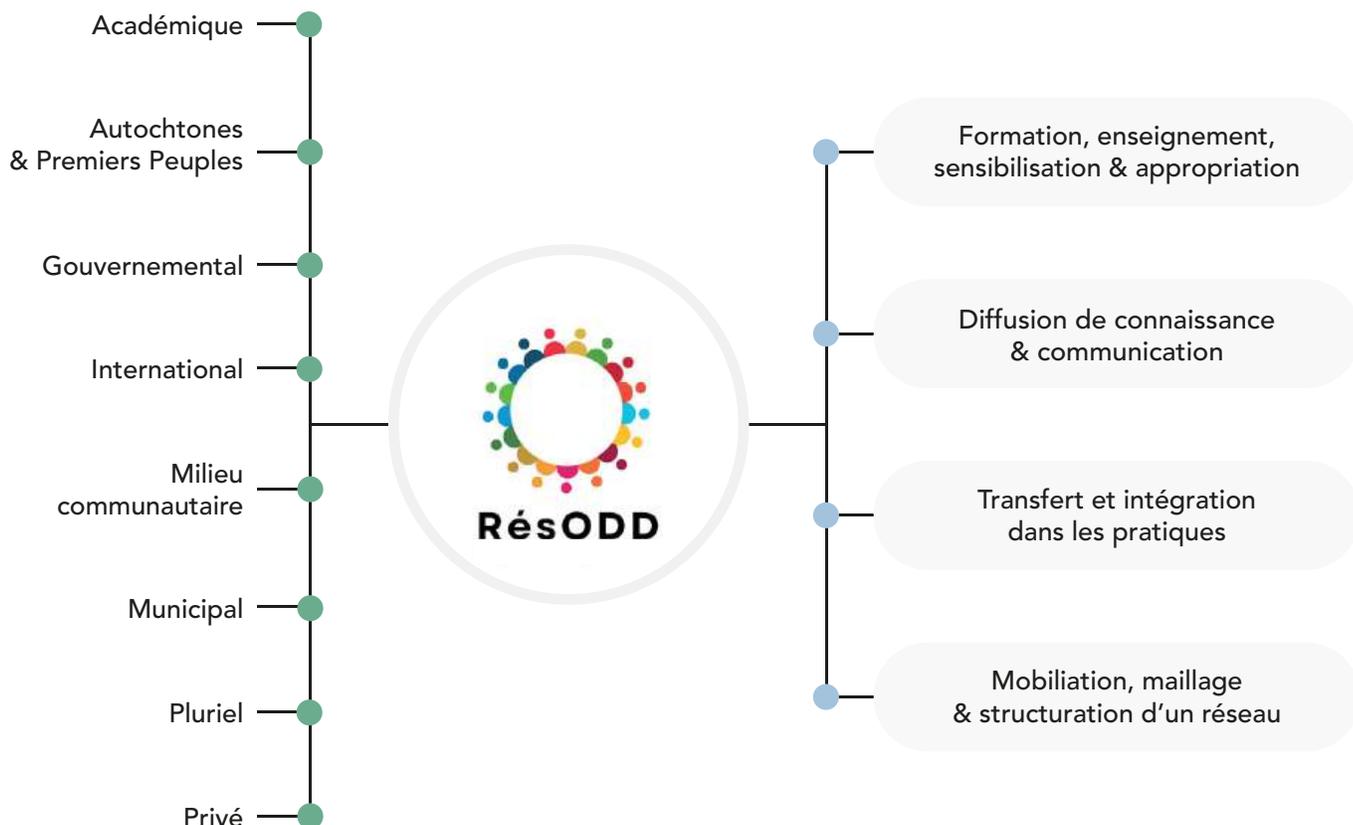
À retenir

- Les transformations systémiques que les ODD exigent impliquent une **capacité de gestion du changement profond** dans tous les secteurs.
- De nombreux acteurs sont maintenant mobilisés, mais ils ont de grands **besoins à combler** pour être en mesure de relever les défis qui les attendent.
- Le **nouveau RésODD** favorise la mobilisation et la coordination de tous les acteurs autour des ODD pour améliorer leur pertinence et leur impact.
- Le projet rend disponible une **série de formations gratuites en ligne** qui seront promues et accessibles à l'ensemble des membres et partenaires du réseau et à toute organisation et personne intéressée.



Formation en ligne

- + Formation sur la grille de priorisation des cibles des ODD (GPC-ODD) (Avec attestation)
- + The SDG Target Prioritization Grid (Avec attestation)
- + Formation libre sur les ODD à l'échelle locale
- + Journée de formation continue « Mise en oeuvre du développement durable dans les communautés locales (Enregistrements) »





Conclusion

Conclusion

Les communautés locales jouent un rôle central dans la mise en œuvre des ODD tel que l'affirmait le postulat de départ de ce projet. En effet, les services de proximité, que ce soit par rapport à la mobilité durable, l'accès aux espaces verts ou la diminution et la valorisation des matières résiduelles constituent des leviers cruciaux dans les changements de comportements nécessaires à l'atteinte de plusieurs ODD et les communautés locales sont de plus en plus sollicitées pour innover dans ces domaines.

S'approprier le langage des ODD ne peut pas être compris comme l'adoption d'impositions qui découlent des injonctions d'autorités internationales. L'ancrage local dans des actions concrètes et imprégnées des valeurs et de la culture locales est la seule voie qui peut conduire aux transformations socioécologiques profondes qui demandent l'atteinte des ODD.

La vision et les connaissances des peuples autochtones constituent un atout pour construire une nouvelle culture et une nouvelle relation avec la nature qui favorise la prise en compte des secteurs plus vulnérables et des générations futures.

La réalité des villes au Québec, et de celles du Canada, doit être analysée selon la taille et le niveau d'avancement des villes en matière de développement durable. Toutefois, pour l'ensemble des catégories des villes canadiennes, les demandes et les attentes des citoyens face aux défis du développement durable ont tendance à dépasser la capacité des villes pour y répondre avec les moyens à leur disposition.

Dans un contexte de vieillissement des infrastructures et de la population, et de défis économiques majeurs dans plusieurs régions, l'aménagement du territoire et l'amélioration des infrastructures pour les rendre plus favorables aux comportements durables demandent un effort concerté de tous les paliers de gouvernement et de tous les acteurs afin d'assurer des investissements suffisamment structurants dans les secteurs stratégiques.

La planification basée sur les ODD représente une piste intéressante pour harmoniser les programmes et les dépenses publiques et parapubliques. L'intégration des ODD dans la planification locale apporte une vision plus large du développement durable que celle utilisée plus couramment et qui se limite aux enjeux liés à l'environnement. Cette approche intégrée est salutaire pour avoir une vision d'ensemble des enjeux interreliés et systémiques.

Toutefois, la planification intégrée en développement durable implique la disponibilité de ressources locales pour l'élaboration et le suivi de ces plans, condition très limitée pour l'ensemble des villes du Canada.

Pour réaliser une priorisation adéquate de l'ensemble des enjeux couverts par les ODD, des municipalités doivent tenir compte des orientations, des compétences et des ressources disponibles et fournies par les instances supralocales ainsi que des contributions des possibles partenaires. Cette vision d'ensemble demande l'accès à des données auxquelles les municipalités n'ont pas toujours accès.

L'approche de la planification à long terme prônée par les ODD, n'est pas encore appliquée de manière suffisamment généralisée, ni rigoureuse, pour permettre la coordination nécessaire entre paliers d'intervention et acteurs.

L'identification d'indicateurs locaux constitue un levier important pour concrétiser la mise en œuvre locale des ODD sous la forme d'un déploiement du bas vers le haut. Ce travail devrait être généralisé pour l'ensemble des localités sur la longue durée afin de pouvoir générer des données suffisantes et comparables sur l'impact des actions réalisées et l'évolution des enjeux.

Les cibles et indicateurs identifiés par le gouvernement fédéral pourraient servir de point de départ pour l'identification de cibles et indicateurs locaux, voire provinciaux et pour développer des programmes structurants sur les sujets prioritaires. Or, le cadre d'indicateurs canadiens n'est pas assez connu dans les régions ni utilisé comme référence.

Finalement, bien que nécessaire, cette approche de planification à long terme ne s'avère pas suffisante pour répondre adéquatement à l'accélération des changements globaux, comme nous l'avons vu avec la pandémie et les impacts des changements climatiques.

Une approche de mise en œuvre des ODD plus ciblée, axée sur des programmes ou des politiques spécifiques et réalisés de manière concertée, pourrait donner des résultats plus probants.

Des orientations claires de la part des instances supralocales en matière de développement durable pourraient favoriser les synergies et les impacts des actions locales dans un territoire donné. Ces orientations pourraient être fournies par des programmes de financement sectoriels à long terme dotés de mécanismes de suivi efficaces, ainsi que par des cibles et des indicateurs, sinon obligatoires, au moins suggérés par les instances concernées.

La preuve de concept réalisée avec le logiciel OpenSDG a démontré que celui-ci pourrait faciliter la publication de données comparables pour les différentes échelles territoriales afin de favoriser une compréhension commune de certains enjeux, identifier les lacunes en données pour certains indicateurs et identifier des sources de données complémentaires pour y répondre.

Bibliographie

Brouillet, E. 1998. La culture et le partage fédératif des compétences législatives de 1867 à nos jours, Mémoire de maîtrise en droit, Université Laval.

Caballero, Paula, Londoño, Patty, 2022. *Redefining development. The extraordinary genesis of the Sustainable Development Goals*, Lynne Rienner Publisher.

Diaz & Potvin, 2020, "EDS integrated approach for sustainability (EDS-IA): campus as a living laboratory experience", in Leal Filho, W. et al. *Universities as living labs for sustainable development: supporting the implementation of the sustainable development goals*, Springer Nature <https://dx.doi.org/10.1007/978-3-030-15604-6> (Version en français disponible en ligne https://ieds.ulaval.ca/fileadmin/Fichiers/01-Institut/ODD/Demarche_integree_EDS-VFr_2020.pdf)

Cazzolatto, Sabrina, 2023, *Rapport d'activités et évaluation des outils de suivi*.

Gouvernement du Canada, 2011, *Status of remote/off-grid communities in Canada*, Extrait de https://www.nrcan.gc.ca/sites/www.nrcan.gc.ca/files/canmetenergy/files/pubs/2013-118_en.pdf

Gouvernement du Canada, 2020, *Transparence et responsabilisation accrues - Les modifications à la Loi fédérale sur le développement durable sont maintenant en vigueur* <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/nouvelles/2020/12/transparence-et-responsabilisation-accrues-les-modifications-a-la-loi-federale-sur-le-developpement-durable-sont-maintenant-en-vigueur.html>

Gouvernement du Canada, 2022, *Stratégie fédérale de développement durable* <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/changements-climatiques/strategie-federale-developpement-durable.html>

Gouvernement du Canada, 2023, Examen national volontaire 2023 <https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/programme-2030/examen-national-volontaire/rapport-2023.html#fn3>

Gouvernement du Québec, 2023, *Stratégie gouvernementale de développement durable 2023-2028*, <https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/developpement-durable/strategie-gouvernementale>

Hufty, M. 2011. Investigating policy processes: The Governance Analytical Framework (GAF). In: Wiesmann U, Hurni H, editors; with an international group of co-editors. *Research*

for Sustainable Development: Foundations, Experiences, and Perspectives. Perspectives of the Swiss National Centre of Competence in Research (NCCR) North-South, University of Bern, Vol. 6. Bern, Switzerland: Geographica Bernensia, pp 403–424. http://www.nccr-north-south.unibe.ch/Upload/20_Hufty_GAF.pdf

Union internationale des télécommunications (UIT), 2020 *Indicateurs fondamentaux de performance : un élément essentiel pour les villes désireuses d'atteindre les Objectifs de développement durable*, <https://www.itu.int/en/publications/Documents/tsb/2020-U4SSC-Concept-Note-F/index.html#p=3>

MAMH 2023, *Plan d'action de développement durable 2023 - 2028 Plan d'action de développement durable 2023-2028* (quebec.ca)

MAMH, 2023 b, *Portrait du développement durable du milieu municipal du Québec*, https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/affaires-municipales/publications/ministere/developpement_durable/portrait_developpement_durable.pdf

MAMH, *Étapes d'une démarche municipale intégrée en développement durable* <https://www.quebec.ca/habitation-territoire/amenagement-developpement-territoires/municipalite-durable/guide-demarche/realiser/etapes>

McArthur, JW et Rasmussen, K. (2017). *Who and what gets left behind? Assessing Canada's domestic status on the Sustainable Development Goals*. Brookings Institution. Extrait de : https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2017/10/working-paper_assessing-canadas-domestic-status_on-the-sdgs1.pdf

MELCC, IEDS, 2022, *Les ODD dans l'administration gouvernementale québécoise* https://ieds.ulaval.ca/fileadmin/Fichiers/Documents_ODD/Document_travail_ODD_admin_publicque_Qc.pdf

MELCC, 2023, *Cadre de suivi des objectifs de la stratégie gouvernementale de développement durable 2023-2028* <https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/environnement/publications-adm/developpement-durable/strategie-gouvernementale/cadre-suivi-sgdd.pdf>

Muhammad Adil Rauf, Cameron McCordic, Bruce Frayne, 2024, "The challenges and opportunities of localizing the sustainable development goals in Canadian cities – a subsidiarity check", *Environment, Development and Sustainability*, <https://doi.org/10.1007/s10668-024-04720-4>

OCDE, 2020, *L'approche territoriale des ODD* <https://www.oecd-ilibrary.org/sites/ba1e177d-en/index.html?itemId=/content/component/ba1e177d-en>

ONU, 2023, Rapport sur les objectifs de développement durable, <https://www.un-ilibrary.org/content/books/9789210024921>

Percolab, 2022, *Rapport des ateliers de cocréation d'une structure de collaboration pour une recherche transformative autour des Objectifs de développement durable (ODD)* https://ieds.ulaval.ca/fileadmin/Fichiers/05-Publications/Rapport_IEDS-ACFAS_2022_Percolab_coop.pdf

Raworth, K. 2012. *A safe and just space for humanity*. Oxfam Discussion Paper. February 2012. <https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/dp-a-safe-and-just-space-for-humanity-130212-en.pdf>

Rockström, J., W. Steffen, K. Noone, Å. Persson, F. S. Chapin, III, E. Lambin, T. M. Lenton, M. Scheffer, C. Folke, H. Schellnhuber, B. Nykvist, C. A. De Wit, T. Hughes, S. van der Leeuw, H. Rodhe, S. Sörlin, P. K. Snyder, R. Costanza, U. Svedin, M. Falkenmark, L. Karlberg, R. W. Corell, V. J. Fabry, J. Hansen, B. Walker, D. Liverman, K. Richardson, P. Crutzen, and J. Foley. (2009a). Planetary boundaries: exploring the safe operating space for humanity. *Ecology and Society* 14(2): 32. [online] URL: <http://www.ecologyandsociety.org/vol14/iss2/art32/>

SDSN Australia/Pacific. 2017. Getting started with the SDGs in universities: A guide for universities, higher education institutions, and the academic sector. Australia, New Zealand and Pacific Edition. Sustainable Development Solutions Network – Australia/Pacific, Melbourne.

SDSN, 2023, *Sustainable development report* <https://dashboards.sdgindex.org/>

WGSJ, 2018, Rapport du sommet « Génération ODD » https://ieds.ulaval.ca/fileadmin/Fichiers/01-Institut/ODD/GenerationODD2018Rapport_WGSJ.pdf

Robert Young, La gouvernance multiniveau et les politiques publiques au sein des municipalités du Canada : reddition de comptes et efficacité, 2013, p.3 <https://www.erudit.org/fr/revues/telescope/2013-v19-n1-telescope0701/1017150ar/>

Équipe du projet

Chercheur responsable du projet

Étienne Berthold

Coordination scientifique

Liliana Diaz

Professionnel.les de recherche

Nomessi Kokutse, Catherine Langlais,
Julie Nadeau, Élisabeth Parent,
Christian Thivierge, David Tremblay

Coordination d'opérations

Jason Fournier, Colline Gombault

Coordination RésODD

Ashley Byrne

Auxiliaires de recherche

Chloé Demuyck, Francis Dubé, Stéphanie Taillon

Technicienne en administration

Marie-Claude Ouellet

Communications

Edem Gbetoglo

Direction Institut EDS

Directeur 2023 – actualité

Stéphane Roche

Directeur 2022-2023

Sehl Melloui

Directeur 2019 -2022

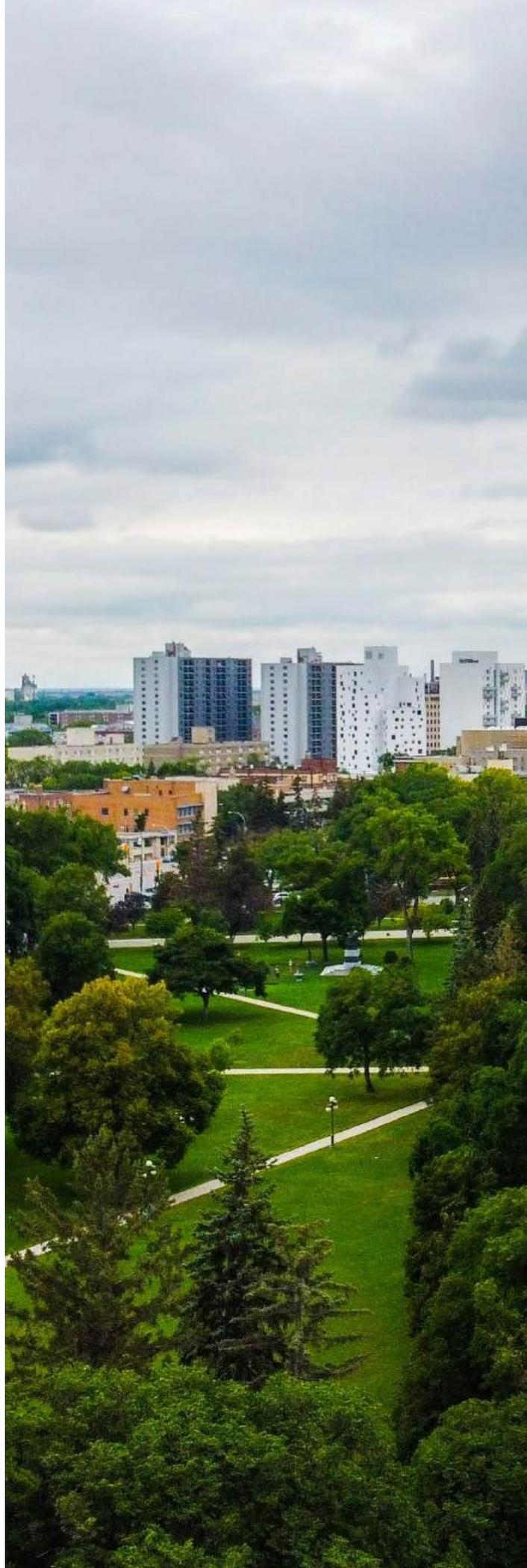
Étienne Berthold

Directrice adjointe 2021- actualité

Karen Bouchard

Directrice adjointe (jusqu'en 2021)

Nathalie Pinsonnault



Experts mobilisés

Accélérer 2030

Charles Beaudry

Centre canadien de cartographie et d'observation de la Terre, Ressources naturelles Canada

Thibaud Henin

Centre de recherche VITAM

Jean-Pierre Desprès

Coopérative NISKA

Felix Boudreault, Isabelle Mercieca

ESG-UQAM

Juste Rajaonson

ÉTS

Annie Levasseur, Sandrine Quéré

FQRNT

Janice Bailey

Future Earth

Jennifer Garard

Global Goals Directory

Nadim Choucair

IFDD

Nicolas Biron, Tounao Kiri, Cécile Martin-Phipps

IIDD

Stefan Jungcurt

INRS

Maxine Dardois-Fafard

MAMH

Simon Paquette

Municipalité de Petit-Saguenay

Corinne Asselin

Nord Ouvert

Lauriane Gorce, Cristiano Therrien

Percolab coop

Denis Côté, Olivia Horge

SDG Cities| Pillar Nonprofit Network

Luis Patricio

SDSN

Eamon Thomas Drumm, Grayson Fuller

Universités Canada

Anne Mainville-Neeson

Université de Concordia

Sabrina Lavoie

Université de l'Ontario français

Chedrak Sylvain De Rocher Chembessi, Micha Young

Université de Sherbrooke

Jean Cadieux, Jean-François Comeau, Corrine Koho

Université Laval

Michelle Audette, Karine Awashish, Luc Bres, Claudia Déméné, Daniel Forget, Alexandre Gourret, Sehl Mellouli, Antsatiana Rabialahy, Marie Reumon, Ahmed Rezeg

Université Laval (Institut EDS)

Martin Dumas, Catherine Langlais, Stéphane Roche

Université Laval (Institut EDS – CIRODD)

Olivier Boiral, Laurence Guillaumie, Thierry Lefèvre, André Potvin

Unité des ODD - EDSC

Mercedes Morin

UQAC

Catherine Lemay-Belisle, Olivier Riffon

UQAC – Université Laval

David Tremblay

UQAM

Olivier Caron, Julie Lebrun, Gavin MacGregor, Nicolas Merveille

UQAR

Geneviève Therriault

UQTR

Simon Barnabé

UQTR (CIRODD)

François Labelle

Ville de Baie-Saint-Paul

Michaël Pilote, Luce-Ann Tremblay

Ville de Montréal

Rachel Mallet

Ville de Québec

Stéphan Bugay, Ana Flavia Cardoso Alves, Annie Demers

Ville de Victoriaville

Sophie Séguin-Lamarche